“ BILAN ”

Bulletin Théorique Mensuel de la Fraction de Gauche du P.C.I.

1933 – 1938

Numéro 2 - Décembre 1933

WWW.COLLECTIF-SMOLNY.ORG
Collectif d'édition des introuvables du mouvement ouvrier

Version réduite et regroupée par numéro de l’intégrale numérisée par le :

Parti Communiste International

c.p. 1157 / I-50100 Firenze / Italia

www.international-communist-party.org

Paraîtra dans les prochains numéros

Le principe démocratique	A. BORDIGA.
Historique des fractions dans la IIe et la IIIe Internationale	MAMMONE.
Etat, Parti, Internationale	DUMONT et PALLA.
La dictature fasciste en Italie	VERCESI.
La victoire du fascisme en Allemagne	DUMONT.
Thèses de Rome.	

Les Arts Graphiques, 201, chaussée de Haecht, Bruxelles-3. Gérant J. Van Trier

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919HITLER1933HITLER1933

BILAN

Bulletin théorique mensuel de la Fraction de Gauche du P. C. I.

2

DÉCEMBRE 1933 **PRIX : 2 FRANCS**

Rédaction-Administration : G. Davoust, 26, rue des Plantes, Paris 14e

COMPTE CHÈQUES POSTAUX : DAVOUST PARIS 851.91

BILAN

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction de Gauche du P. C. I.

ABONNEMENT

Belgique et France : 1 an, 20 fr.; 6 mois, 10 fr.
Autres pays : 1 an, 30 francs; 6 mois, 15 francs
Abonnement de soutien : 50 francs

Adresse pour Correspondance et mandat :
Gaston DAVOUST, 26, rue des Plantes, 26, PARIS-14e, (France)
Compte Ch. Postaux Davoust-Paris No 851.91

SOMMAIRE

No 1. — NOVEMBRE 1933

Seizième anniversaire de la Révolution Russe.
Vers l'Internationale deux et trois quarts?. — Résolution de la C. E. de la Fraction de Gauche du P. C. I.
Projet de constitution d'un bureau international d'information. — Fraction de Gauche du P. C. I.

No 2. — DECEMBRE 1933

Massacre d'ouvriers en Espagne 39
Six communistes décapités dans les prisons de Cologne 41
Une victoire de la contre-révolution mondiale. 45
La crise du mouvement communiste 52
Désertions, trahisons et difficultés réelles de la théorie marxiste.
Le principe démocratique. — A Bordiga 60
MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL 67
Vers la construction de la Fraction de Gauche du P. C. F.— Pas de Bordiguisme

ERRATA

Page 3, 4e paragraphe, 2e alinéa :

Au lieu de : « le camarade Dumont, qui fait », lire : « le camarade Dumont qui accepte les positions de la fracion et qui fait ».

Page 3, 5e paragraphe, 7e alinéa :

Au lieu de : « ce qui », lire : « et qui ».

Page 10, 5e paragraphe, 13e alinéa :

Supprimer les points de suspension après « Etat ».

Page 15, 5e paragraphe, 6e alinéa :

Au lieu de : « la Troisième Internationale réalisera la victoire du prolétariat en Russie », lire : « la Troisième Internationale se fondera après la victoire du prolétariat en Russie ».

Page 30, 1er paragraphe, 2e alinéa :

Au lieu de : «l'écho des charles des réformistes », lire : « l'écho des bavardages réformistes ».

■ ■

A NOS LECTEURS

LES ARTICLES NON SIGNES EMANENT DES CAMARADES PALLA ET DUMONT.

LA REDACTION.

MASSACRE DES TRAVAILLEURS EN ESPAGNE

Combien seront-ils? Impossible de connaître un chiffre, même approximatif, du nombre des victimes tombées dans l'orgie de sang, digne cérémonie pour l'ouverture des Cortès de la « République des travailleurs d'Espagne » : Droite agraire et monarchiste, droite républicaine, gauche radicale, parti socialiste, gauche catalane, dans un front unique admirable, manifestent leur satisfaction de cette victoire de « l'ordre ». La classe ouvrière espagnole ayant abandonné les mauvais pasteurs — que seraient, en l'occurrence, les anarchistes de la Fédérat. Anarchiste Ibérique — de Macia, « le libérateur de la Catalogne » à Maura, de Lerroux à Prieto, rendent l'hommage voulu et opportun à la « sagesse des travailleurs espagnols ». Bien sûr, il ne s'agit pas d'un mouvement ouvrier étouffé par les mitrailleuses et les canons ; mais tout simplement, ah ! combien simplement, d'une sorte d'épuration faite par la bourgeoisie dans l'intérêt des travailleurs. Une fois l'ulcère extirpé, la sagesse, la sagesse innée, reviendrait et les travailleurs s'empresseraient de remercier les bourreaux qui les auraient délivrés des meneurs anarchistes.

Ah ! qu'on l'établisse, mais qu'on l'établisse sans tarder le bilan des victimes qu'a à son actif la République des Azana-Caballero, aussi bien que celle des nouvelles Cortès, et, — bien mieux que mille controverses théoriques — on parviendra à établir la signification de la « République » et de la soi-disante révolution démocratique de 1931. Ce bilan pâlira devant l'œuvre de la monarchie et finira par montrer au prolétariat qu'il n'y a, pour lui, aucune force d'organisation bourgeoise qu'il puisse défendre. Qu'il n'y a pas de « moindre mal » pour lui et tant que l'heure n'est pas venue pour livrer sa bataille insurrectionnelle, il comprendrait qu'il ne peut défendre que les positions de classe qu'il a conquises et qu'on ne peut confondre avec les formes d'organisation et de gouvernement de l'ennemi, fussent-elles les plus démocratiques. Les travailleurs espagnoles viennent, encore une fois, d'en faire l'expérience, comme le prolétariat des pays du « paradis démocratique » ou du fascisme.

« Mouvement anarchiste ! » C'est ainsi qu'est caractérisé ce soulèvement étouffé dans le sang. Et, évidemment, les formations de la gauche bourgeoise, les socialistes aussi bien que le libéral Macia, diront que, parmi ces « meneurs » anarchistes, se trouvaient les « provocateurs » de la monarchie : ainsi leur «conscience» républicaine trouvera une nouvelle sérénité et leur âme restera sans taches. Mais le prolétariat reconnaît les siens et il sait que ce ne sont pas des provocateurs que la gendarmerie a étendus sur le sol, mais ses fils les plus valeureux qui s'étaient révoltés contre l'oppression du capitalisme républicain.

Etranges anarchistes que ces ouvriers qui déclanchent un mouvement de rébellion à la suite d'une consultation électorale ! Cependant, nous n'hésiterions pas un seul instant à nous solidariser avec un mouvement prolétarien, même s'il était dirigé par des anarchistes (en essayant de faire prévaloir, au cours de la lutte, la conception communiste qui, seule, peut aboutir à la victoire). Mais le fait n'est pas là, et nous nous insurgeons dès maintenant contre ces militants qui, au moment même où le faisceau des forces du prolétariat mondial devrait se resserrer pour soutenir le prolétariat espagnol, avancent des critiques à l'égard des prétendues responsabilités des anarchistes espagnols.

Des mouvements d'une telle ampleur ne dépendent, et ne peuvent dépendre, d'un plan préétabli : c'est là la conception propre à l'ennemi qui considère que la

lutte des masses contre son oppression n'est que le fait d'un parti tramant des complots. Actuellement, les derniers événements en Espagne ont montré une opposition flagrante entre l'idéologie anarchiste et l'élection des Cortès qui les a déterminés. Cette révolte prolétarienne trouve sa cause réelle non dans les élections, mais dans la situation générale de la classe ouvrière. Elles ont fourni une occasion fortuite, que, seuls, des phraseurs superficiels peuvent considérer comme l'élément déterminant de la révolte ouvrière de ces derniers jours.

LE DEFAUT D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT! Voilà ce qui a sauvé les défenseurs du capitalisme espagnol. La construction de ce parti se fait au prix d'innombrables victimes prolétariennes. Les conditions de sa formation et de son développement comme guide de la classe ouvrière peuvent surgir des expériences de la lutte sanglante du prolétariat contre le capitalisme.

Les victimes ouvrières, tombées dans la lutte en Espagne, n'appartiennent à aucune école particulière. Elles ne peuvent offrir matière à spéculation, pour ou contre les anarchistes. Le prolétariat de tous les pays honorera les morts d'Espagne, en aidant le prolétariat ibérique à se forger l'instrument indispensable pour sa victoire, son parti de classe, pour le déclenchement de l'insurrection prolétarienne.

On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que le trait psychologique de l'opportunisme, c'est SON INCAPACITE D'ATTENDRE. Il en est pourtant ainsi. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs réactions mutuelles, amènent, en politique, un calme plat; quand le travail moléculaire du développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre POLITIQUE, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, — l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de « nouvelles » voies, de « nouveaux » moyens pour réaliser. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche des « alliés ». Il se jette avidement sur le fumier du libéralisme. Il le conjure. Il l'appelle. Il invente, pour l'usage du libéralisme, des formules spéciales d'action. Mais le fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L'opportunisme, alors, picore dans le tas de fumier quelques perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite, à gauche, et tâche de les retenir par le pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à « ses fidèles » et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible. « Du tact, encore du tact et toujours du tact! » Il souffre d'une certaine maladie qui est la manie de la prudence à l'égard du libéralisme, LA RAGE DU TACT, — et, dans sa fureur, il administre des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti. (TROTSKI, 1905).

Six communistes décapités dans les prisons de Cologne

Dessau, 28 novembre : *Dix condamnations à mort ont été prononcées par le Tribunal de Dessau contre les communistes accusés d'avoir tué un milicien hitlérien* ».

Une simple information de presse, un fait divers, voilà comment le prolétariat mondial a connu la condamnation à mort de dix communistes, ainsi que de la décapitation de six d'entre eux en Allemagne.

La sanglante répression qui s'abat sur le prolétariat allemand et les conditions dans lesquelles se trouvent les prolétariats dans les autres pays, sont les traits saillants de la situation actuelle. D'un côté, le fascisme peut décapiter six communistes sans que les ouvriers allemands aient la force d'y opposer une manifestation de protestation et de solidarité, d'un autre côté, — dans le monde entier — les organisations qui englobent pourtant encore aujourd'hui des millions d'ouvriers, peuvent, sans rencontrer l'opposition des masses organisées, se borner à relater brièvement, comme un « fait divers », les assassinats d'ouvriers en Allemagne.

Dans le secret glacial de Cologne, le bourreau peut travailler sans crainte : la proie est à sa disposition, il peut la saisir, la ligoter, l'assassiner : quelques semaines avant, à l'occasion du plébiscite, les bourreaux fascistes avaient senti que le moment était venu pour signifier au prolétariat que, désormais, le capitalisme défendra son régime d'esclavage par l'étranglement de ceux qui oseraient lui opposer la moindre résistance.

Et le bourreau de Cologne a lancé son avertissement à la classe ouvrière : pas de pitié, pas de grâce : pour la mort d'un défenseur du régime bourgeois, dix ouvriers seront exécutés.

D'aucuns avaient prévu qu'à la suite du plébiscite du 12 novembre, le fascisme aurait promulgué une amnistie. Mais ils avaient jugé sans considérer la logique terrible des situations : le capitalisme, une fois son ennemi — le prolétariat — étendu par terre, dans l'impossibilité de s'opposer à son plébiscite, a immédiatement dressé la potence pour ceux qui osent défendre leur classe et leur vie ; et dans les usines et les ménages, le capitalisme a introduit brutalement le spectre de la potence, comme rançon des luttes de résistance et de défense de la classe ouvrière.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS!

Les décapitations de Cologne, les conditions qui les ont accompagnées, sont une preuve manifeste de la faiblesse du prolétariat mondial. Si ces décapitations ont pris la signification d'un « fait divers », c'est que la capacité de défense et de lutte du prolétariat allemand et mondial est, aujourd'hui, un « fait divers » en face de l'attaque hardie, violente, terrible, que développe le capitalisme international.

La première condition pour que cette faiblesse ouvrière ne comporte pas l'écrasement du prolétariat de tous les pays, dans le carnage d'une nouvelle guerre, réside dans la réelle compréhension de la situation où se trouve la classe ouvrière. Le « OUI » des ouvriers allemands lors du plébiscite a la même portée historique que le « OUI » des ouvriers social-démocrates qui applaudissent ou consentent à accepter les discours des traîtres d'hier et d'aujourd'hui, quand ils prêchent le boycot des marchandises allemandes. Ce « OUI » a la même portée historique que l'accord des ouvriers révolutionnaires qui applaudissent ou consentent à accepter les discours centristes d'aujourd'hui — et traîtres de demain — qui prétendent que le renforcement politique, économique, militaire et diplomatique

de l'Etat ouvrier — délié de la classe ouvrière internationale et s'appuyant sur les Etats capitalistes — peut opposer une barrière à la répression sanglante du capitalisme international qui, par cette répression, prépare la guerre de demain.

Cependant, le « NON » des ouvriers allemands, des ouvriers social-démocrates, des ouvriers révolutionnaires, n'est pas et ne peut être le résultat d'une proclamation verbale, ou l'affirmation d'une volonté de protestation.

Ce « NON » ne peut résulter, après l'effondrement et la mort de l'Internationale Communiste, lors de la victoire du fascisme en Allemagne, que de la reconstruction des partis de classe du prolétariat. Mais la reconstruction de ses partis n'est pas l'œuvre d'académiciens : elle est l'œuvre des prolétaires révolutionnaires qui peuvent et doivent faire de chaque situation un jalon vers la fondation de ces nouveaux partis, un jalon pour la reprise des luttes révolutionnaires.

La seule réponse prolétarienne aux décapitations de Cologne consiste, par conséquent, dans l'indication claire et nette des positions autour desquelles les masses ouvrières peuvent se regrouper et constituer leur front de combat, le plus large. Elle consiste aussi dans la formation de cadres pour la révolution au feu de cette lutte, ou de la préparation de cette lutte.

OUVRIERS DU MONDE ENTIER !

La seule action menée actuellement, à l'échelle internationale, à propos des événements d'Allemagne, est celle qui se concrétise autour du mot d'ordre du « boycot » des produits allemands. Les social-démocrates proclament ce boycot et lancent des affiches d'une signification nationaliste, qui pourraient parfaitement émaner des partis de la réaction la plus agressive dans sa lutte contre le prolétariat de chaque pays.

Les centristes qui avaient prôné, il y a cinq ans, cette politique de boycot contre l'Italie fasciste, ne donnent pas leur adhésion à cette campagne de boycot des produits allemands. Mais nullement parce qu'ils y opposent une campagne de lutte du prolétariat mondial contre le fascisme, mais seulement parce qu'une telle action compromettrait les relations économiques entre la Russie et l'Allemagne. Et puisque le centrisme oppose à la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial contre l'impérialisme, la lutte des travailleurs pour le renforcement économique et diplomatique de l'Etat ouvrier et la lutte pour sa pénétration progressive au sein du système capitaliste international, il ne veut nullement compromettre la sécurité commerciale de l'Union Soviétique par l'emploi du boycot.

Le boycot des produits allemands est-il, ou peut-il devenir un mot d'ordre de la classe ouvrière ? Est-il, ou peut-il représenter une condition favorable pour la lutte de chaque prolétariat contre son capitalisme respectif ? En outre, est-il, ou peut-il devenir un facteur de soutien pour la lutte des ouvriers allemands contre le fascisme qui les torture et les assassine ? A toutes ces questions, l'on ne peut opposer une réponse brutalement négative. En effet, l'initiative des rapports économiques appartient uniquement aux Etats capitalistes et le prolétariat — dans le régime actuel — ne saurait contrôler l'établissement des relations commerciales de la bourgeoisie.

De ce fait, rien n'empêcherait les ouvriers d'acheter les produits allemands, jetés sur le marché par les mêmes capitalistes qui placardaient ensuite l'affiche pour le boycot allemand, comme ce fut du reste le cas pendant la guerre. Au surplus, les Etats capitalistes ne peuvent jamais obtenir la solidarité du prolétariat pour les luttes qu'ils se livrent entr'eux : les prolétaires de tous les pays étant les victimes expiatoires de ces luttes. Il est parfaitement naturel que les traîtres de 1914, qui s'apprêtent à offrir de nouveau leurs services pour la nouvelle guerre, appellent, dès aujourd'hui, les ouvriers de France, d'Angleterre, de Belgique à se préparer idéologiquement — par le boycot — à prendre les armes afin de se faire massacrer, ou de massacrer leurs frères de misère, dans les futurs carnages.

Le plan grâce auquel le fascisme allemand entend souder le prolétariat aux intérêts du capitalisme, est celui de la lutte contre Versailles et contre l'impérialisme des autres pays. Pour la meilleure réussite de ce plan, le fascisme s'appuyera avantageusement sur la campagne du boycot, persuadé qu'il est que les différents capitalisme lui assureront une solidarité agissante et effective pour la realisation de son plan d'asservissement du prolétariat allemand, en vue de la préparation de la guerre et de la contre-révolution mondiale. Pas une des clauses du Traité de Versailles n'a fonctionné, et ne pouvait fonctionner, contre le capitalisme allemand. L'impérialisme français, belge ou anglais n'empêchera en rien le plan de réarmement des fascistes allemands, car, tout comme l'Allemagne, il est intéressé à préparer les conditions matérielles et idéologiques pour la guerre de demain.

Le mot d'ordre du boycot doit donc être repoussé comme étant l'instrument pour la liaison organique des prolétariats à leur capitalisme respectif et comme étant un facteur de raffermissement du pouvoir fasciste lui-même. A ce mot d'ordre capitaliste, le prolétariat doit opposer celui du déclanchement de mouvements et de grèves de solidarité, celles-ci affaiblissant et menaçant la bourgeoisie de chaque pays et, par contre-coup, le fascisme en Allemagne, en Italie et dans les autres pays.

Mais, pour la réalisation d'un tel plan de lutte de la classe ouvrière, il faudrait que l'avant-garde communiste puisse en prendre l'initiative. Le centrisme impose, dans l'intérêt de la conservation du régime capitaliste mondial, une politique qui rend impossible cette initiative de l'avant-garde communiste. En dehors des organisations de masse, le centrisme impose au parti communiste la politique des Comités d'Amsterdam, de Paris, du 1er août, etc..., entraîne l'avant-garde en dehors de la lutte réelle des masses, pousse à la scission de ses organisations syndicales et met l'avant-garde en dehors du mécanisme même de la lutte des classes. Comités sans autorité sur les masses, incapables d'avoir le moindre effet sur la lutte des classes, ils ne font que servir les intérêts particuliers de la politique centriste et de son maintien au sein des masses.

C'est seulement sur les bases de mouvements de classe, propre à chaque prolétariat dans sa lutte contre son impérialisme respectif, c'est seulement au sein des organisations syndicales, où les masses se trouvent réunies, qu'une action est possible pour soutenir les travailleurs allemands et pour la reprise réelle de la lutte du prolétariat dans tous les pays.

Et c'est sur ce front de lutte que les ouvriers de toutes les tendances doivent se rassembler et que le bloc de toutes les forces ouvrières devra se faire. Ceux qui s'y opposent, s'opposent, en réalité, à la défense de la classe ouvrière devant la nouvelle guerre, que tous les impérialismes, fascistes ou démocratiques, préparent de concert.

PROLETAIRES !

Le capitalisme passe à l'organisation fasciste de la société. Et pour maintenir sa domination et son pouvoir, il doit supprimer toute manifestation des antagonismes de classe. La situation économique ne laisse plus aucune possibilité au capitalisme d'employer un surprofit quelconque à la corruption des organismes de la classe ouvrière et le plan esclavagiste de la bourgeoisie doit être directement et rapidement imposé aux masses.

Bien au delà du contraste entre la démocratie et le fascisme (contraste qui ne peut et ne doit englober le prolétariat : démocratie et fascisme étant deux formes de vie et de domination de la classe capitaliste —,) il y a l'intérêt réel et fondamental du prolétariat à défendre ses organismes de classe contre l'anéantissement fasciste ou la corruption démocratique de la social-démocratie. Ces organismes n'ont nullement été renforcés que la démocratie, mais sont le fruit de luttes sanglantes de dizaines et de dizaines d'années livrées par la classe ouvrière dans tous les pays. Ces organismes de classes représentent la condition pour l'éclosion des mouvements défensifs des masses, la condition pour s'opposer à la préparation de la guerre impérialiste, une des conditions pour préparer la révolution prolétarienne, le seul moyen pour éviter la guerre de demain.

Ainsi que l'expérience italienne l'a prouvé, la classe ouvrière, qui n'a pas su

sauvegarder ses organisations de classes, devient incapable de les reconquérir par ses forces exclusives. La solidarité du prolétariat des autres pays lui est indispensable, et si cette solidarité devait faire défaut, la classe ouvrière d'Italie, d'Allemagne sera impuissante à empêcher la dernière conclusion de la victoire fasciste : la guerre ! et c'est seulement au feu de celle-ci, ou après elle, que les ouvriers pourront reprendre leur lutte de masse vers la révolution prolétarienne. Voilà quelle est la réelle situation de la classe ouvrière dans les pays fascistes et cela oppose un démenti des plus brutal aux conceptions grossières répandues actuellement sur les soi-disant perspectives révolutionnaires en Allemagne. Si la solidarité des autres prolétariats manque à la classe ouvrière allemande, elle se trouvera dans l'impossibilité d'opposer le moindre mouvement de grève au plan des assassins fascistes.

D'autre part, dans les autres pays, les organismes de la classe ouvrière sont rendus inoffensifs pour le capitalisme et risquent de devenir des pions dans le jeu atroce de la bourgeoisie, pour la défense de la démocratie, de cette même démocratie qui massacre les ouvriers et les paysans dans les colonies.

Une action de solidarité, sur une base de classe, pour le prolétariat allemand, est de nature à soutenir les luttes de la classe ouvrière étranglée par le fascisme, est de nature à rendre au prolétariat ses organismes de classe, que les traîtres font servir au plan du capitalisme dit démocratique.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS !

Les six décapités de Cologne, les assassinats continuels en Allemagne sont des alertes qui ne peuvent vous laisser indifférents, sans risquer de voir votre classe sombrer demain sous les coups des bourreaux capitalistes du monde entier.

DEBOUT POUR REPRENDRE VOTRE LUTTE !

OPPOSEZ-VOUS AU BOYCOT QUI EST UN INSTRUMENT DE LUTTE IMPERIALISTE !

PREPAREZ DES MANIFESTATIONS DE CLASSE ET DE MASSE !

IMPOSEZ A VOS ORGANISATIONS DE CLASSE LE DECLANCHEMENT DE MOUVEMENTS DE SOLIDARITE AVEC LE PROLETARAIT ALLEMAND !

UNIFIEZ VOS LUTTES DEFENSIVES CONTRE LA REPRESSION QUI SE DECHAINE DANC CHAQUE PAYS AVEC LES LUTTES DE SOLIDARITE POUR LE PROLETARIAT ALLEMAND !

VIVENT LES SIX DECAPITES DE COLOGNE ! QUE LEUR SANG FERMENTE, DANS LE PROLETARIAT ALLEMAND ET INTERNATIONAL, LES CONDITIONS POUR LA REPRISE DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DANS TOUS LES PAYS !

VIVE LA LUTTE DE SOLIDARITE DU PROLETARIAT DE TOUS LES PAYS !

VIVENT LES FRACTIONS DE GAUCHE DES PARTIS COMMUNISTES !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE !

LA FRACTION DE GAUCHE DU P. C. I.

Le 10 décembre 1933.

Le 30 novembre ont été exécutés, à Cologne, les travailleurs : Hammacher, Woeser, Wilms, Horch, Moritz et Engels. Le 28 novembre, à Breslau, l'ouvrier Kurt Gerber. Le 1er août, à Altona, les prolétaires : Bruno Tesch, Auguste Lüttgens, Walter Möller et Karl Wolf.

Tous sont tombés héroïquement dans la lutte : le prolétariat international s'en souviendra !

Une Victoire de la contre-révolution mondiale

Les Etats-Unis reconnaissent l'Union Soviétique

« Une victoire de l'U.R.S.S. — Une victoire de la révolution mondiale ».
(Rundschau, 23. XI, 33).

Des considérations générales sont indispensables pour comprendre la réelle signification de l'événement international que constitue la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis. La victoire révolutionaire en Russie a déterminé l'éclosion de la conception suivante, au sein du mouvement communiste mondial : le renforcement de l'Etat ouvrier représente la condition pour le développement de la révolution mondiale. Dès lors, cette conception fut imposée dans les partis communistes sous la forme impérative suivante : telle ou telle position renforce-t-elle la puissance économique, militaire ou diplomatique de l'Etat ? Si oui, l'on ne peut hésiter et la lutte dans cette direction doit immédiatement devenir une revendication capitale pour le prolétariat de chaque pays. Le problème de la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats capitalistes une fois posé ainsi, le centrisme peut proclamer que la victoire du prolétariat consiste dans l'obtention de cette reconnaissance, l'opposition affirmer que la reconnaissance de l'Union Soviétique constitue un événement positif dans l'intérêt de la révolution mondiale.

Insensiblement, nous en sommes arrivés à faire de l'Etat ouvrier une sorte de dogme devant lequel toute critique de fond devient une hérésie contre-révolutionnaire : le dogme de l'Etat ouvrier et de sa politique devient même la pierre de touche pour l'établissement de la démarcation entre révolution et contre-révolution. A notre avis, et pour le cas concret qui nous occupe, la démarcation se détermine en réalité entre la contre-révolution qui marque une conquête importante et décisive, grâce à la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis, et la révolution, qui s'oppose au concert unanime en faveur de cette reconnaissance et qui représente la défense des principes révolutionnaires que l'Etat ouvrier brise au même moment où il « arrache » une soi-disant conquête, en face du monde capitaliste.

Du principe marxiste que l'insurrection peut se déclancher dans un seul pays, nous en sommes arrivés à concevoir la possibilité de renforcer la dictature prolétarienne dans les limites territoriales de l'Etat ouvrier. La démarcation entre le centrisme et l'Opposition Internationale de gauche, bien que de grande valeur, ne porte pas — à notre avis — sur le fond même du problème. Le centriste proclamera ouvertement que le prolétariat de chaque pays ne vit pas dans le milieu capitaliste où il est condamné à lutter, mais entre les frontières de l'Etat ouvrier. L'oppositionnel fera du renforcement de l'Etat ouvrier la condition politique du développement de la révolution mondiale et critiquera le centriste seulement parce qu'il n'a pas « dosé » le traité diplomatique avec le capitalisme, suivant les nécessités du mouvement communiste mondial. L'oppositionnel croit donc que la lutte entre les Etats capitalistes et la révolution mondiale peut, dans une certaine mesure, découler de l'habileté des diplomates ouvriers, lesquels, en tendant des « pièges » aux capitalistes, s'appuyeraient sur le mouvement ouvrier international qui deviendrait le pion employé par l'Etat ouvrier dans son jeu subtil envers le capitalisme : son propre développement exprimant directement le renforcement du mouvement prolétarien dans les pays capitalistes.

La liaison de principe entre la possibilité de l'insurrection dans un seul pays, et le maintien, le développement de la dictature du prolétariat, n'a pas été examiné ouvertement, si ce n'est par le centrisme qui a résolu ce problème par la

théorie du socialisme en un seul pays. Le camarade Trotsky a eu le grand mérite en 1927, de porter contre cette théorie une critique aiguë. Mais — aussi bien que les autres courants de gauche, le nôtre y compris — il n'a pas su, ni pu, donner une solution de principe au problème des rapports entre l'Etat ouvrier et les Etats capitalistes. L'époque est donc venue où il est possible de donner une solution de principe à cette question ; les expériences étant là pour nous aider, et cette solution représentant une des conditions capitales pour la reprise de la lutte ouvrière ainsi que pour la sauvegarde réelle de l'Etat ouvrier, du prolétariat russe et du prolétariat mondial.

Une opposition de principe nous paraît exister entre le déclanchement de la bataille insurrectionnelle dans un seul pays, et la défense, le développement de la dictature du prolétariat dans les limites de l'Etat ouvrier. Ces deux positions ne s'enchaînent nullement et, ainsi que l'expérience de l'après guerre devait le confirmer, elles s'excluent mutuellement : une fois l'insurrection victorieuse dans un seul pays, sa défense et sa généralisation ne peuvent dépendre que du mouvement ouvrier international, de ses intérêts, des rapports de force entre le capitalisme et le prolétariat sur l'échelle mondiale. Ainsi, pratiquement, si après l'analyse d'une situation générale nous devrions choisir entre le mouvement ouvrier d'un pays capitaliste et les intérêts matériels de l'Etat ouvrier, nous n'hésiterions pas à considérer comme nécessaire de refuser une condition d'avantage à l'Etat ouvrier et à mettre en première ligne les intérêts du mouvement ouvrier du pays capitaliste. Quant au fond du problème, nous affirmons que le développement pacifique de l'Etat ouvrier au sein du monde capitaliste, étant inconcevable, le cours réel de la vie, de la défense de cet Etat, ne peut passer par la courbe des multiples reconnaissances, des pactes de non-agression, des traités d'amitié, etc., qu'à la seule condition d'abandonner son réel soutien : le prolétariat de chaque pays.

Surgissant de la société bourgeoise, la révolution prolétarienne, qui permet l'érection de l'Etat prolétarien, peut ne pas se généraliser immédiatement à tous les autres pays. Ainsi que nous l'avons déjà expliqué dans le troisième paragraphe de notre « **Projet de constitution d'un Bureau d'Information International** » (« **Bilan** », **novembre 1933, page 34**), la structure du monde capitaliste ne fonctionne pas en tant qu'**Etat mondial,** mais en tant qu'ensemble d'Etats nationaux, qui essayent de faire épouser leur cause par leurs prolétariats respectifs. **Par contre, la lutte du prolétariat ne peut dépendre que de considérations d'ordre international et seulement international.**

A la faveur de l'opposition entre les Etats capitalistes et de la lutte qu'ils se font entre eux, il se produit un développement révolutionnaire extrêmement inégal, dont la vitesse se détermine, d'abord par la situation du capitalisme au point de vue mondial, ensuite par la tension des contrastes des classes, particuliers à chaque pays et résultant de la portion de butin économique accaparé par chaque bourgeoisie (ce sont les pays économiquement les plus arriérés qui fournissent les conditions les plus favorables pour le déclanchement de l'insurrection) et enfin — et c'est là le facteur essentiel — par la capacité du parti de la classe ouvrière d'intervenir au travers des événements. Il est évident que la formation et les capacités de ce parti sont fonction des conditions particulières du capitalisme lui-même, et ainsi il est possible d'expliquer le rôle du parti socialiste allemand pour la fondation de la IIe Internationale, et le rôle du parti bolchévik pour la fondation de la IIIe Internationale. Le parti socialiste allemand surgissait d'une société capitaliste arrivant parmi les dernières, sur l'échelle des victoires de la bourgeoisie. Le parti bolchévik provient du milieu social où une bourgeoisie n'a pas encore réalisé sa victoire, et au cours de la période historique de déchéance du capitalisme considéré au point de vue mondial.

Ce sont donc des conditions foncièrement historiques qui permettent l'insurrection dans un seul pays. Les lois de la lutte des classes agissent sur le plan international et paraissent erronées seulement pour le philistin marxiste, qui récite son credo « internationaliste » dans l'intérêt du capitalisme et pour condamner la bataille insurrectionnelle dans un seul pays. Mais, en réalité, ces lois expliquent

cette insurrection, le prolétariat se greffant sur la structure (Etats distincts et opposés) du monde capitaliste. Après la victoire de l'insurrection, ces lois de la lutte des classes du fait de l'érection de l'Etat prolétarien ne cessent pas de fonctionner. Et le dilemme se pose : ou bien cet Etat va être considéré comme **une** des positions du prolétariat mondial, ou bien il va être considéré comme la condition concentrant en elle la lutte du prolétariat international.

L'on pourrait arriver à la conclusion que l'opposition entre les Etats capitalistes détermine la possibilité d'une identification de l'Etat ouvrier avec le prolétariat mondial, à la seule condition de considérer que la tendance organique des Etats capitalistes vers la guerre, n'obéit pas à la structure du monde capitaliste, mais obéit à une loi internationale de la lutte des classes. Au critère de l'élargissement des positions économiques de chaque Etat, cause de la guerre, viendrait se substituer comme raison des conflagrations, l'autre critère de la lutte entre ces Etats dans l'intérêt de la révolution prolétarienne. Ainsi la guerre deviendrait une phase de l'évolution révolutionnaire et ne serait plus l'éruption des contradictions capitalistes pouvant fournir une condition pour la révolution, **seulement dans la mesure où le parti de la révolution mène une lutte intransigeante et énergique contre la guerre.**

L'insurrection dans un seul pays dérive donc de la structure du monde capitaliste et cette même structure nous oblige à faire dépendre l'activité politique de cet Etat de considérations internationales et seulement d'elles !

Le problème des rapports entre un Etat prolétarien et les Etats capitalistes devient, après la victoire de l'insurrection, le point central des luttes ouvrières pour le prolétariat vainqueur, aussi bien que pour le prolétariat international. **Ce que nous possédons actuellement à ce sujet, c'est la notion du « rapport de force ».** Les défaites prolétariennes créent des conditions défavorables pour l'Etat ouvrier, et de cette nouvelle situation, on fait découler la nécessité des concessions envers le monde capitaliste. Qu'il en soit ainsi est confirmé par le fait que le problème de la reconnaissance de l'U. R. S. S. ne s'est posé qu'après les défaites d'Allemagne, de Hongrie et d'Italie, c'est-à-dire après que le soutien naturel des mouvements révolutionnaires vint à manquer.

Les marxistes conçoivent évidemment la nécessité d'opérer des retraites, quand la situation se modifie au désavantage du mouvement prolétarien. Mais ces retraites sont conditionnées par des considérations de principe ; ainsi, les marxistes luttent pour sauvegarder une position principielle de lutte et sa signification, même au risque de devoir perdre dans le combat un organisme qui ne pourrait subsister qu'à la condition d'appliquer une politique contraire aux intérêts de la lutte révolutionnaire.

Ce qui a guidé et ce qui continue à guider la politique de l'Etat ouvrier, c'est la « théorie » des rapports de force. Or, les rapports de force constituent une « quantité arithmétique » exprimant la contingence. En faire une théorie c'est donc ériger la contingence en principe et abandonner tout programme. Un rapport de force peut, et doit être, un critère d'ordre quantitatif pour mesurer les possibilités concrètes de l'élargissement de la lutte, jamais il ne peut devenir le critère, le guide pour l'action, si petite soit-elle. De plus, même en tant que critère pour notre action quotidienne, le rapport de force garde sa signification marxiste, à la seule condition d'être établi entre des éléments historiquement opposés. **Ainsi, à notre avis, pour l'Etat ouvrier il ne peut être question que de rapports de force entre le prolétariat et le capitalisme mondial, et non de rapports de force entre l'Etat ouvrier et les autres Etats capitalistes.** D'ailleurs, Lénine lui-même, lorsqu'il préconisa la Nep, et appuya la nécessité d'une délégation soviétique à la Conférence de Gênes de 1922, expliquait (au point de vue théorique) la nécessité de cette retraite en considération des rapports de classe sur le terrain mondial.

Nous arrivons donc à la conclusion qu'il est nécessaire de s'opposer vigoureusement à tous les soi-disant « réalistes » qui obtiendraient des conquêtes dans la mesure où ils parviendraient à assurer le renforcement de l'Etat ouvrier. A ces

« réalistes » nous opposons la nécessité d'une fidélité aux principes de la classe ouvrière, car seulement ainsi sa réalité prolétarienne est sauvegardée, et le développement de la lutte du prolétariat mondial assuré.

Idéalisme le nôtre ? Oui ! dans la mesure où l'on bouleverse la signification des mots et où idéalisme signifie compréhension des événements et de leurs lois, et non recherche de données abstraites pour idéaliser les soi-disant exigences de la contingence, ce qui revient, en définitive, à appuyer les intérêts de la classe ennemie.

Une base de principe est le reflet, contenu dans des documents programmatiques, d'une ligne de tendance historique spécifique à la classe, et il suffit de s'en écarter pour que l'ennemi en tire son profit, même si nous voyons grossir l'importance numérique ou l'influence apparente de l'organisme ouvrier, qu'il soit le syndicat, le parti ou l'Etat.

Par contre, l'établissement d'une base de principe pour l'action du prolétariat signifie ouvrir la porte devant une multitude de possibilités de luttes spécifiques à la classe. Il ne dépendit certes pas des bolchéviks, si lors de leur victoire en Russie, le prolétariat mondial ne possédait pas de solution de principe à la question des rapports entre l'Etat ouvrier et les Etats capitalistes. Il revient désormais aux fractions de gauche de résoudre ce problème. Elles constitueront, dans l'intérêt de la révolution russe et des révolutions à venir, l'artère permettant le fonctionnement et le développement de la vie de la classe ouvrière mondiale, au delà de contingences immédiates et variables innombrables.

Ainsi, le patrimoine idéologique du prolétariat, l'arsenal pour sa lutte révolutionnaire, sera complété par la nouvelle arme politique indispensable pour la lutte et pour la victoire révolutionnaire.

La théorie centriste du « socialisme en un seul pays » est la fille légitime du manque de conscience du prolétariat mondial, qui se trouva non préparé devant les problèmes formidables issus d'Octobre 1917. A nouveau, dans l'histoire, une situation devait se présenter où il revenait au prolétariat de jouer un rôle dont il ne pouvait s'acquitter. Et, en outre, le processus historique n'ayant pas permis au parti bolchévik de préparer les conditions positives pour assurer une politique marxiste et une fonction révolutionnaire à l'Etat ouvrier, après le reflux de la vague révolutionnaire et la consolidation des différents Etats capitalistes !

Les critiques présentées par des groupes de communistes hollandais et allemands, lors de l'instauration de la Nep, ont été bannies des rangs de l'Internationale Communiste, comme autant d'hérésies antimarxistes, et cela par une démolition impitoyable des positions particulières que ces groupes défendaient sur différents problèmes de la lutte ouvrière : syndicats, question parlementaire, paysannerie, etc. Une lutte de principe sur le problème de la politique de l'U. R. S. S. n'était pas possible à cette époque, l'Internationale se trouvant devant la nécessité de donner des solutions immédiates aux rapports de l'Etat ouvrier avec les Etats capitalistes, sans bénéficier d'un système fondamental précédemment acquis. Dans la mesure où l'erreur n'est qu'une manifestation de la réalité elle-même, et que cette erreur peut donc faire apparaître la nécessité de comprendre cette réalité, nous pouvons affirmer que l'Internationale avait le devoir de s'approprier la substance prolétarienne de ces groupes, au lieu d'obtenir une victoire qui n'en était pas une, et qui n'était nullement difficile à obtenir en démolissant, en discréditant ces groupes dans le mouvement ouvrier.

La lacune sur le problème des rapports entre l'Etat ouvrier et les Etats capitalistes devait, à cause de la défaite chinoise surtout, permettre la victoire du centrisme au sein des partis communistes. L'exclusion de la gauche marxiste en 1927 représente la plus terrible des défaites essuyées par le prolétariat mondial dans l'après guerre. Les partis communistes, l'International, l'Etat ouvrier lui-même sont, dès lors, acquis à l'évolution historique opposée à celle qui s'était présentée avec la fin de la guerre.

L'Etat ouvrier scinde en 1927, et ouvertement, ses intérêts des intérêts du prolétariat des autres pays. Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer dans notre

article sur le « Seizième anniversaire de la révolution russe (« Bilan », novembre 1933), la défaite du prolétariat chinois, et le rapport de force mondial qui en découla, constitue la prémisse politique pour dresser la théorie des réalisations « socialistes progressives » en Union Soviétique. Quand nous affirmons que la société est divisée en classes, et que — au point de vue historique — cette société fonctionne comme un « tout mondial », et non comme une addition de secteurs économiques disparates (coloniaux, capitalistes, prolétariens), nous affirmons par là que l'opposition entre prolétariat et bourgeoisie est le moteur de toutes les situation dans lesquelles nous vivons et que, à l'instant même où l'Etat ouvrier proclame son divorce avec le prolétariat mondial pour réaliser dans ses frontières le socialisme, puisqu'il ne peut pas rester campé en l'air, il doit finir par être encerclé et finalement incorporé dans l'évolution du capitalisme international. Quand nous disons que l'expulsion de la gauche marxiste a représenté la plus terrible des défaites, nous voulons non pas nous limiter au duel, du reste erroné : Staline-Trotsky, ni à l'autre beaucoup plus juste : centrisme-opposition de gauche marxiste, mais nous voulons caractériser la portée réelle de cet événement. Le centrisme devient un instrument à la disposition de l'ennemi pour la lutte contre le prolétariat ; seuls, de petits noyaux de la gauche marxiste continuent la lutte pour la révolution prolétarienne.

Dans la phase impérialiste du capitalisme, et au point de vue général, il n'existe que deux issues : l'une capitaliste : la guerre ; et l'autre prolétarienne : la révolution. C'est seulement l'insurrection des travailleurs qui peut empêcher le déclanchement de la guerre. Cette considération fondamentale, pour ne pas rester une affirmation théâtrale d'ornementation politique, doit devenir le critère pour l'établissement de toute notre activité politique, si **minime soit-elle** Le fascisme, la victoire fasciste en Allemagne sont là pour nous prouver qu'au moment où le prolétariat s'est arrêté dans sa lutte révolutionnaire pour conquérir le « tout » : sa dictature révolutionnaire, le capitalisme est passé à la contre-offensive brutale pour réaliser son « tout » spécifique, c'est-à-dire l'écrasement de tous les organismes de résistance et de lutte de la classe ouvrière.

Au point de vue mondial, l'opposition entre les deux issues s'est révélée flagrante au travers des derniers événements. Et c'est la victoire du capitalisme international, abattant son talon de fer sur le corps du prolétariat allemand anéanti, qui constitue visiblement la condition même pour le regroupement des constellations impérialistes en vue de la guerre.

Nous avons expliqué la fonction qu'a joué l'Etat russe, au cours des événements qui se sont conclus par la victoire du fascisme en Allemagne. La fonction de cet Etat s'est exprimée, par le canal de l'I. C., et a consisté à imposer au parti communiste allemand une politique qui devait supprimer toute possibilité de lutte des ouvriers allemands contre le plan du capitalisme international, en vue de la victoire du nazisme.

Immédiatement après l'écrasement du prolétariat allemand, après que la condition historique pour la guerre fut remplie, nous pouvons assister à une activité diplomatique fébrile qui passe par l'Allemagne, l'Italie, la France, l'Angleterre, pour finir aux Etats-Unis, et qui tend à s'accaparer l'appui de la Russie pour la prochaine conflagration. A cette activité capitaliste, le centrisme oppose l'abandon total et définitif de l'Internationale Communiste, tout en faisant miroiter devant les ouvriers l'idée que les pourparlers et les tractations pour la guerre, qui se développent dans le monde entier et auxquels participent la Russie, se transformeraient, du seul fait de la participation de délégués Soviétiques, en autant d'étapes contre la guerre et pour la « paix ». D'autre part, le centrisme explique la soudaine sympathie pour l'U.R.S.S. qui anime les Etats capitalistes, après la victoire des nazis, par la considération suivante : tous les Etats capitalistes n'auraient d'autre échappatoire aux manifestations de la crise économique, qu'une course de vitesse pour le renouement de relations politiques et économiques avec la Russie. On peut évidemment répondre facilement que, si réellement le poids de l'U.R.S.S. était tellement considérable, le centrisme devrait ne point offrir cette

planche de salut au capitalisme. Cette image d'Epinal arriverait alors à ces conclusions : l'écroulement du monde capitaliste d'une part et le développement de la nouvelle société en Russie, d'autre part.

Mais toute la course des différents Etats capitalistes vers l'U.R.S.S. trouve son explication réelle dans la préparation de la nouvelle conflagration qui représente la seule forme de défense du régime de la bourgeoisie. Les constellations impérialistes en 1914-18 agissent en vue du partage des colonies, et la guerre éclate des étincelles allumées dans la poudrière des Balkans. Au cours de la guerre, et aux dépens des autres impérialismes, va se constituer le plus puissant d'eutre eux : les Etats-Unis.

Actuellement, c'est la lutte pour la domination du Pacifique qui va opposer d'une façon générale les Etats-Unis à ceux des capitalismes européens qui se trouvent — par le butin réalisé dans la dernière guerre — dans la possibilité d'opposer une résistance à l'hégémonie de l'impérialisme américain. En Asie, la défaite chinoise de 1927 a fait disparaître le prolétariat en tant que force capable de libérer ce continent de la domination impérialiste et d'en faire une contrée industrielle sous la direction de la dictature du prolétariat. Le Japon, en conséquence de cette défaite, peut grandir et se manifester en tant que puissance pan-asiatique, voulant réaliser son hégémonie impérialiste en Asie.

C'est sur le fond de cette situation réelle, où s'affrontent les intérêts et les visées des impérialismes, et sur le fond d'une crise économique à laquelle il ne peut y avoir d'autre issue que la guerre, que se préparent les constellations capitalistes qui s'opposeront demain dans la guerre. Voilà la réalité où se situe la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis. Au point de vue économique, ces derniers détenaient — même avant la reconnaissance de la Russie — directement, ou par le truchement de l'Allemagne, la masse la plus considérable de rapports commerciaux avec l'Union Soviétique. Ce n'est donc pas pour des raisons économiques que Litvinof fut appelé à Washington. D'ailleurs, le centrisme lui-même a mis en évidence les répercussions, avantageuses pour l'U.R.S.S., qu'aura cette reconnaissande « de jure ». Enfin, le voyage de Litvinof à Rome ne fait que confirmer l'enjeu réel des pourparlers de Washington : la défense mutuelle des deux Etats contre la puissance grandissante du Japon. L'on connaît parfaitement les buts de la politique du capitalisme italien en Asie, et le rôle qu'il joue actuellement en Europe pour la constitution d'un bloc de puissances dirigées contre le partage du monde, tel qu'il fut réalisé à Versailles. C'est en fonction des contrastes pour la domination du Pacifique et de la lutte des différents impérialismes pour le partage de l'Asie que se constituent, en Europe, les deux blocs impérialistes qui se feront la guerre.

La Russie, de par sa situation géographique, se trouve être un des facteurs les plus importants dans les nouvelles situations historiques qui se préparent. D'un autre côté, les Etats-Unis se trouvent aussi, grâce à leur situation géographique et leur puissance économique, obligés à jouer un rôle de protagoniste dans les événements de demain. Il est possible que les apparence couvrent, encore une fois, la vision des acteurs principaux de la nouvelle guerre et qu'elles laissent apparaître comme essentielles d'autres contrastes. Mais c'est en fonction de l'Asie que les impérialismes déclancheront la prochaine guerre.

— La reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis prend donc l'aspect d'un double épilogue : d'un côté, l'Etat ouvrier se voit incorporé au système capitaliste mondial et acquis aux alliances pour la guerre ; d'un autre côté, s'éclaircit le front où les compétiteurs vont s'affronter pour essayer de déterminer un partage du monde autre que celui qui avait été sanctionné à Versailles.

Dans ces conditions, l'événement dont nous nous occupons représente une victoire considérable de la contre-révolution mondiale, et c'est dans ce sens qu'il faut mettre en évidence la signification de ce qui vient de se passer.

Ceux qui ferment les yeux devant la réalité, basent leur perspective sur des considérations tout à fait abstraites, et continuent à lancer le mot d'ordre de la défense de l'U.R.S.S. Ce mot d'ordre résulte d'une perspective dessinée suivant

un schéma que l'on croit pouvoir imprimer aux événements et non de la réalité. Nous nous sommes déjà occupés de ce problème dans le chapitre sur l'U. R. S. S. de la résolution de la C. E. de notre fraction : « Vers l'Internationale deux et trois quarts... ? » (pages 24-25, « Bilan », novembre 1933).

Le problème de la défense de l'Union Soviétique se pose uniquement dans la mesure où l'Etat ouvrier proclame son rattachement au mouvement ouvrier mondial et le manifeste par le canal de l'Internationale Communiste. Deux conditions qui n'existent nullement aujourd'hui. En leur lieu et place, nous trouvons la proclamation du rattachement de l'Etat ouvrier aux Etats capitalistes et la déclaration de Litvinof à Roosevelt, qu'en Russie ne sera plus tolérée aucune organisation visant à la lutte et à la destruction du régime capitaliste en Amérique.

Entre le syndicat et l'Etat, il existe une différence d'une portée considérable et que nous avons essayé de mettre en lumière dans le chapitre cité ci-dessus sur l'U.R.S.S. Le syndicat, organisme spécifiquement de résistance, s'écroule dès que le capitalisme a pu anéantir le prolétariat en tant que classe luttant pour la réalisation de ses revendications spécifiques. L'Etat, par contre, n'est pas un organisme de simple résistance contre le capitalisme, mais un instrument pour la gestion directe économique. L'Etat prolétarien se situe, dès son apparition, sur la scène où agissent les forces capitalistes par excellence : les Etats de la bourgeoisie. L'Etat ouvrier ne peut pas poursuivre des objectifs de simple résistance au capitalisme, mais doit avoir des objectifs tendant au bouleversement du système capitaliste. Le prolétariat, lorsqu'il gère la production économique dans un seul pays, ne peut s'assigner comme but que celui d'étendre le territoire de sa domination, par sa jonction au mouvement révolutionnaire des autres pays. A la tête de l'économie, d'un mécanisme procréant des forces économiques toujours croissantes, le prolétariat doit donner une destination aux forces économiques progressives qu'il a à sa disposition. S'il ne les destine pas à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers en Russie et à l'appui des mouvements révolutionnaires dans les autres pays, s'il les bloque en faveur d'un renforcement militaire et économique de son Etat, il expose celui-ci à répéter, en son sein, les mêmes lois qui conduisent les Etats capitalistes vers la guerre.

La défense de l'U.R.S.S. est donc inséparable de la revendication du prolétariat mondial pour la reconstruction de l'Internationale Communiste. Cette tâche revient aux fractions de gauche et c'est, en définitive, à leur triomphe qu'est rattachée, désormais, la défense de l'Union Soviétique. Autrement, la fonction historique du centrisme arrivera à son aboutissement : l'Etat prolétarien participant à une constellation impérialiste pour la guerre. Le devoir des prolétaires du monde entier sera alors de mener une lutte simultanée et égale contre lui, aussi bien que contre les autres Etats. Et c'est à cette seule condition que le carnage de la guerre pourra représenter la destruction du capitalisme, pour le triomphe de la révolution mondiale.

Nous vivons une période particulièrement pénible : la Commune russe, après la glorieuse Commune de Paris, est menacée par la gangrène centriste. Mais les révolutions prolétariennes, quand le capitalisme parvient à les étouffer, renaissent toujours plus fortes, plus actives. Marx, après les événements de 1848 en Allemagne et en France, disait à ce propos :

Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celles du XIXme siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent, à chaque instant, leur propre cours reviennent sur ce qui semble déjà accompli pour recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misère de leur premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre, et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leur propre but, jusqu'à ce que soit créé enfin la situation qui rend impossible tout recul en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : hic Rhodus, hic salta. *C'est ici qu'est la rose, c'est ici qu'il faut danser.* (18 Brumaire).

Et le prolétariat international sautera quand même !

LA CRISE DU MOUVEMENT COMMUNISTE

Désertions, trahisons et difficultés réelles de la doctrine marxiste

Le marxisme a toujours été considéré, à juste titre, comme la théorie de la lutte de la classe ouvrière.

Notre période de reflux révolutionnaire devait donc connaître une carence de la pensée marxiste, sa stagnation dans des formules creuses, la contamination bourgeoise au sein du prolétariat, la victoire de l'opportunisme dans les organismes prolétariens, la désertion de nombreux militants.

Lénine, dans « La maladie infantile du communisme », caractérisant une période analogue à celle que nous vivons, disait : « *Années de réaction (1917-1910) le tsarisme a vaincu. Tous les partis de la révolution ou d'opposition sont écrasés. Le découragement, la démoralisation, les scissions, la dispersion, les trahisons, la pornographie se substituent à la politique. La tendance à l'idéalisme philosophique se renforce; le mysticisme apparait revêtant des états d'esprit contre-révolutionnaires. Mais c'est aussi cette grande défaite qui donne au parti et à la classe ouvrière une leçon véritable, infiniment salutaire, une leçon de dialectique historique. une leçon d'intelligence, d'habileté et d'art de conduire la lutte politique. Les amis se reconnaissent dans le malheur. Les armées sont à bonne école* ».

De nombreux militants désertent ou trahissent actuellement. Peut-on se borner à caractériser des cas individuels, ou faut-il donner une explication générale de ce phénomène ?

Dans l'immédiat après-guerre, le prolétariat, qui se trouvait sur des positions d'offensive et directement révolutionnaires, parvint à entraîner, à sa suite, une foule d'individus qui désertent aujourd'hui. **A cette époque, le marxisme était une notion très simple : les masses, par leur lutte et leur élan révolutionnaire, faisaient directement apparaître les matériaux politiques de la théorie marxiste.** Aussi les travaux de l'Internationale Communiste, à l'époque de sa fondation, issus de la lutte des ouvriers russes et du prolétariat international, constituent, sans aucun doute, des piliers fondamentaux de la lutte prolétarienne pour la conquête du pouvoir.

Une des caractéristiques — et très négative — du mouvement de l'immédiat après-guerre, résidait dans la possibilité pour beaucoup d'éléments, de rejoindre le mouvement actif du prolétariat, sans une préparation théorique adéquate. Il est vrai que la génération prolétarienne, la plus active dans cette période, s'était trouvée, à cause de la guerre, dans l'impossibilité de se préparer politiquement et théoriquement aux luttes pour la révolution prolétarienne. Mais il est tout aussi vrai que la victoire révolutionnaire a été possible en Russie parce que la génération prolétarienne la plus active a pu se souder avec la génération précédente, qui s'était trempée au feu d'intenses luttes politiques sur la signification de la doctrine marxiste.

Hormis la Russie, où le parti bolchevique avait poussé très loin le travail théorique indispensable, dans les autres pays, immédiatement après la guerre, il y eut — en dehors de fondements principiels, — un afflux d'individus croyant

posséder la méthode et la théorie marxistes par le seul fait d'avoir donné leur adhésion au parti de la classe ouvrière, ou collaboré à sa fondation, et qui rejoignaient la lutte des masses ouvrières, grâce à la coïncidence de l'élan révolutionnaire de ces dernières, avec leur propre volonté d'action.

En définitive, la plus grande partie des intellectuels venant au prolétariat, à cette époque, n'était marxiste que dans la mesure où la situation elle-même, par la montée révolutionnaire des masses, exprimait les données essentielles du marxisme. La situation ayant changé à la suite des défaites ouvrières, ces éléments, qui ne possédaient d'autre armature théorique que celle provenant de la contingence favorable, se sont empressés de proclamer la faillite du marxisme. Mais, en réalité, ils sont restés identiques à eux-mêmes : avant, ils exprimaient très superficiellement la montée révolutionnaire sans être capables de la contrôler, la diriger, pour la porter enfin vers l'insurrection. Actuellement, ils ne font que refléter une situation inverse, le reflux terrible de la classe ouvrière et sont encore une fois incapables de représenter autre chose que le reflet immédiat de la contingence défavorable, ne trouvant et ne pouvant trouver aucune explication à leur désarroi.

A tous les prophètes de la faillite du marxisme l'on peut, mais vainement, demander ce qu'ils entendent substituer au marxisme pour donner une explication valable à l'évolution historique et aux situations actuelles ; ils répondront inlassablement par un battage d'estrade, sans parvenir à opposer ne fut-ce que deux idées au marxisme qu'ils prétendent enterrer.

Le mouvement prolétarien a connu d'innombrables fossoyeurs de ce genre ; tous, invariablement, ont fini par situer leur « élan » intellectuel dans l'élan de l'attaque de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Par conséquent, les désertions multiples qui se vérifient aujourd'hui ne nous intéressent qu'en tant que symptômes généraux des situations actuelles défavorables à la lutte révolutionnaire du prolétariat. Et puisque l'on n'oppose que des phrases creuses et le néant grossier au marxisme, nous croyons inutile d'analyser les élucubrations d'ailleurs stupides des nouveaux « néo-marxistes » aussi bien que des prétendus fossoyeurs de Marx.

Le marxisme, en tant que méthode et théorie pour la révolution prolétarienne, se présente comme une synthèse d'où nous ne pouvons dissocier les parties constitutives. Mais, au point de vue de l'analyse de l'histoire et des situations concrètes, tes, nous aboutirons à des conclusions différentes selon que nous nous efforcerons de comprendre la marche des événements, ou selon que nous essayerons d'établir les conditions subjectives à réaliser pour intervenir dans ces événements.

Ceci, bien entendu, au point de vue du procédé à appliquer pour le travail théorique. Car la substance foncièrement synthétique du marxisme entrelace interprétation historique et intervention en vue de la transformation du monde. Les conclusions différentes auxquelles l'on peut aboutir représentent, somme toute, les aspects constitutifs de la conscience de classe, c'est-à-dire le processus d'intelligence sociale — pris dans son intégrité — de la force sociale prédestinée, par le développement économique.

Le déterminisme économique et le matérialisme historique nous suffiront en tant que méthodes de compréhension de l'histoire et en tant qu'explication des lois fondamentales de l'économie capitaliste. Ainsi, la théorie de la plus-value reste totalement confirmée par les situations actuelles, pour déterminer le moteur de l'économie capitaliste. La contradiction entre capacité de production et capacité d'achat se présente toujours comme la cause essentielle des crises économiques et comme la condamnation historique du capitalisme. D'autre part, la relation entre le mode industriel et collectif de production et les rapports sociaux basés sur la propriété privée, représente toujours la seule explication possible de la vie et de l'organisation de la société capitaliste, aussi bien que des contrastes surgissant de cette société et des mouvements sociaux qui y correspondent. Cependant, notre tâche devient beaucoup plus difficile lorsque nous voulons établir l'ensemble des données subjectives, indispensables afin de déterminer une évolu-

tion des situations vers la révolution, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de construire et de développer le parti du prolétariat.

Ici nous ne nous trouverons plus devant un travail essentiellement achevé. Et nous pouvons affirmer que ce travail, pour la réalisation des conditions subjectives, — de par la nature même du marxisme — n'est concevable que sur la base d'une « refonte permanente ». L'atelier historique du prolétariat — le parti — ne pouvant effectuer cette refonte que sur la base de matières premières que fournissent les époques historiques. Du reste, il est impossible de retrouver les solutions politiques pour les situations concrètes dans aucune œuvre des maîtres du communisme scientifique, même si pour la circonstance, elle serait transformée en « bible».

Rosa Luxembourg disait très justement : « *l'œuvre de Marx qui constitue, en tant que découverte scientifique, un tout gigantesque, dépasse les besoins directs de la lutte de classe du prolétariat pour lequel elle fut créée. Dans l'analyse complète et détaillée de l'économie capitaliste, aussi bien que dans la méthode de recherche historique avec ses possibilités d'application infinies, Marx nous a donné beaucoup plus qu'il n'était nécessaire pour la pratique de la lutte des classes* ». Ailleurs, dans le même article de Marx 1903, Rosa disait : « *au reste, c'est seulement dans le domaine économique qu'il peut être plus ou moins question, chez Marx, d'une construction parfaitement achevée. Pour ce qui est, au contraire, de la partie de ses écrits qui présente la plus haute valeur, la conception matérialiste, dialectique de l'histoire, elle ne reste qu'une « méthode d'enquête », une couple d'idées directrices générales qui permettent d'apercevoir un monde nouveau, qui ouvrent aux initiatives individuelles des perspectives infinies, qui offrent à l'esprit des ailes pour les incursions les plus audacieuses dans des domaines inexplorés* ».

La théorie de la lutte des classes nous donne les éléments essentiels pour l'action du prolétariat, mais elle ne suffit pas pour la réalisation de la tâche historique de celui-ci. En effet, du fait de sa position de classe exploitée, le prolétariat peut seulement arriver à constituer des organisations pour l'obtention de meilleures conditions de vie : les syndicats, les coopératives, les mutuelles. Même dans la supposition, totalement abstraite, que toutes les unités constituant le prolétariat soient intégralement organisées dans des organismes de résistance contre l'exploitation capitaliste, la condition essentielle pour la lutte révolutionnaire du prolétariat ne serait pas encore remplie. Le mécanisme de la lutte des classes n'évolue pas automatiquement vers l'éclosion des luttes politiques se concluant par l'émancipation de la classe ouvrière. Par contre, et pour contrecarrer l'évolution du capitalisme vers le socialisme, la bourgeoisie opposera une résistance sanglante dirigée vers le massacre de la force historique : — le prolétariat — pouvant fournir, par son insurrection, la condition essentielle, pour la construction de la société socialiste.

Une classe peut agir, dans l'évolution historique, dans la mesure où elle parvient à réaliser l'intelligence de ses buts et des moyens pour les atteindre. Au sens général, cette intelligence réside dans la compréhension des moyens pour atténuer et supprimer la domination des forces et du mécanisme économique sur l'homme.

Pour reprendre Engels, nous pouvons dire que l'évolution sociale de l'humanité peut être divisée en deux parties fondamentales : la préhistoire dont la dernière phase est le capitalisme et l'histoire réelle qui débutera avec l'avènement du prolétariat. **Dans la préhistoire, les périodes qui caractérisent la croissante libération de l'homme du mécanisme économique, s'accompagnent avec la formation de classes qui accaparent, dans leur intérêt propre et limité, le degré atteint par le développement des forces de production.** L'intelligence historique de ces classes exploitrices n'est, en définitive, que le reflet réel de la position qu'elles sont en train d'acquérir ou qu'elles ont déjà acquise en face du mécanisme productif.

Pour ce qui concerne l'évolution historique qui accompagne l'essor du capitalisme, nous constaterons que, en définitive, elle résulte du rôle historique qui revient à la bourgeoisie. Celle-ci n'a qu'un objectif assez limité : la substitution d'un privilège à un autre : celui de la propriété privée à l'autre du servage. C'est la résistance à l'économie féodale qui fermente directement les conditions de la lutte pour la nouvelle économie capitaliste et c'est dans la mesure où se constituent et se renforcent — dans les villes — les positions économiques de la bourgeoisie, que se forme l'ossature de la classe capitaliste. Celle-ci n'a pas besoin d'un parti de classe pour réaliser sa lutte et sa victoire : ce sont les Comptoirs de commerce et les manufactures qui représentent les organismes nécessaires à la lutte de la bourgeoisie.

Et lorsque, après des siècles de pénétration progressive de ces forteresses capitalistes, au sein de l'économie féodale, l'heure sonna pour passer à l'attaque générale, la bourgeoisie put devenir la classe dirigeante de la société. En Angleterre d'abord, en France ensuite, en Allemagne enfin, il se produisit un épanouissement d'une large production intellectuelle dans tous les domaines, épanouissement qui ne fit que couronner les succès que le capitalisme avait déjà obtenus dans le domaine économique. Et la nouvelle classe qui s'installe au pouvoir, réalise « à posteriori » une intelligence totale, au point de vue historique, de sa mission, grâce à l'élaboration d'un matériel idéologique qui sert aux buts de la conservation de son privilège et de la corruption de son ennemi fondamental, le prolétariat. Au point de vue général, on peut toutefois affirmer que la formation de la classe capitaliste se détermine sous l'effet direct de la résistance au régime féodal, qu'elle s'accompagne avec des progrès économiques au sein de l'ancienne société, qu'elle éclate quand ont mûri les conditions objectives pour son triomphe.

Peut-on supposer un schéma analogue pour le prolétariat? Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, l'objectif historique du prolétariat n'est et ne peut pas être celui de la substitution d'un privilège à un autre : cet objectif représente la lutte pour la suppression de tout régime de privilège. Si l'on voulait donner un fondement de doctrine au « réformisme », nous pourrions affirmer que sa position initiale ne faisait que répéter le procédé de formation et de développement de la classe capitaliste. Les « réformes » obtenues de l'Etat capitaliste auraient dû représenter autant de marches pour la pénétration progressive des cellules prolétariennes au sein même du régime capitaliste. Les coopératives, par exemple, étaient présentées comme autant d'îlots prolétariens, et les syndicats aussi bien que les partis, comme des positions qu'il ne fallait que grossir en puissance pour préparer l'évolution de la société vers le socialisme.

La précipitation historique de 1914 a prouvé définitivement que cette position du « réformisme » comportait, en réalité, l'incorporation du prolétariat dans la plan de conservation de la bourgeoisie, dans le plan de la résistance de la préhistoire contre les forces de l'histoire consciente de l'humanité, forces représentées par le prolétariat, et par le seul prolétariat.

Le prolétariat se trouvera donc à devoir agir, non en fonction d'une série de positions économiques qui expriment, par leur développement, la croissance de sa classe, la réalisation de son rôle historique. Dépourvu de toutes positions économiques au sein du capitalisme, le prolétariat ne peut s'assigner comme but spécifique d'en conquérir, et s'il veut renforcer ses syndicats, ses mutuelles, et demain son Etat, sa dictature, c'est pour en faire des conditions, des éléments, pour favoriser sa lutte internationale, et jamais des positions où pourrait se concrétiser la fonction historique de sa classe. Il est d'ailleurs inconcevable d'opposer un autre privilège à celui de la propriété privée et celle-ci est inconcevable sur la base très étendue des masses ouvrières. Le prolétariat se trouve donc être garanti contre une dénaturation des buts fondamentaux qui lui reviennent : l'expérience historique n'en est d'ailleurs que la confirmation la plus lumineuse, car chaque défaite du prolétariat n'est que le triomphe de la plus terrible des réactions et la déformation centriste de l'Etat russe ne peut se faire qu'au prix d'une aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière en Russie et dans tous les pays.

L'action révolutionnaire du prolétariat se complique bien plus du fait que, membre lui-même de la société capitaliste, il se trouve être l'objet de la lutte de

toutes les forces qui, autour du capitalisme, réalisent le bloc de la résistance millénaire de la préhistoire contre les forces de l'histoire. Et si ces derniers peuvent se prévaloir de la logique de l'évolution des forces de la production, elles ne peuvent s'appuyer sur aucun appareil économique, mais doivent battre et vaincre toutes les forces qui ont à leur service une puissante organisation économique, politique, policière, militaire et judiciaire.

La division de la société en classe ne supprime pas le fonctionnement de l'organisme social en tant qu'un tout unitaire, sous la direction de la classe dominante. Il n'existe pas une série de conceptions différentes d'organisation de la société pour autant de classes ou de sous-formations de classes divergentes qui existent. L'exploitation de classe ne fera que déterminer une occasion favorable pour la lutte révolutionnaire et une simple occasion élémentaire. Le paysan, par exemple, ne fera que rejoindre — sous la suggestion de son exploitation — le front de lutte du prolétariat, non pour l'accompagner dans sa mission historique, mais pour satisfaire ses besoins et il deviendra un frère de lutte seulement quand, à la suite de l'industrialisation des campagnes, il aura cessé d'être un paysan pour devenir un ouvrier agricole. Autrement, il reste un « appoint » pour la lutte, un appoint ne pouvant apporter des armes efficaces au patrimoine de lutte de la classe ouvrière.

Sous l'effet de l'exploitation, ne fermentent que des oppositions au capitalisme, mais ne se déterminent pas les conditions pour la préparation et le déclanchement de l'insurrection prolétarienne. La situation « d'exploité » ne fera pas du paysan, de l'intellectuel ou de l'ouvrier lui-même, un artisan de la révolution et il est grossièrement ridicule de vouloir juger de l' « opinion prolétarienne » en fonction directe de la situation économique de l'individu. Même pour ce qui concerne la classe dans son ensemble, — et le fascisme est là pour le prouver — la situation de la plus terrible oppression économique et politique sur les ouvriers n'est pas la situation la plus favorable pour le déclanchement de la lutte révolutionnaire.

Pour passer de la phase de résistance, — celle produite par les antagonismes propres à la société capitaliste — à la phase ultérieure de la lutte révolutionnaire, le prolétariat doit parvenir à la conscience de ses buts généraux, aussi bien qu'à la conscience du chemin à prendre pour atteindre ses buts. La **politique** de la classe ouvrière consiste, en définitive, dans l'établissement d'une série de mots d'ordre susceptibles de déterminer, non pas la simple opposition au régime capitaliste et pour de meilleures conditions de vie, mais une opposition qui contient déjà la disposition pour l'organisation de la nouvelle société.

Les mouvements de masse qui sont, évidemment, le résultat direct des antagonismes sociaux, ne représentent, eux non plus, la formation de la conscience de classe du prolétariat. Nombre de grèves, et de grèves d'une importance énorme par leur ampleur, restent sans influence décisive et directe sur les événements. De plus l'expérience est concluante pour nous prouver que des mouvements encore plus importants que les grèves, ainsi que les révoltes dans l'immédiat après-guerre, n'ont pas représenté la conscience de classe du prolétariat. Par contre, l'effondrement de l'empire tzariste et les mouvements prolétariens de cette époque, se transforment en combats révolutionnaires, **la conscience de classe du prolétariat ayant été assurée par le parti bolchévik et par le travail que celui-ci avait réalisé pendant les longues années où, de la défaite de 1905, il avait retiré les armes politiques pour la victoire de la révolution de 1917.**

On se plaît à représenter le parti bolchévik sous une image qui nous paraît foncièrement fausse : il aurait pu aboutir à Octobre 1917 car, à chaque occasion, dans l'avant-guerre et pendant la guerre, il aurait été l'auteur conscient de tous les mouvements des ouvriers et paysans en Russie, il aurait déterminé ces mouvements grâce à ses organisations. Et c'est du fait de cette image qu'au sein de l'Internationale Communiste, depuis sa fondation, et encore aujourd'hui, au sein de l'Opposition de Gauche, nous entendons le refrain sur la possibilité et la nécessité de « déterminer » tel ou tel mouvement de masse, et nous assistons au chassé-croisé entre différentes formations politiques qui se disputent l'initiative du mouvement, alors qu'en réalité aucune d'elles ne peut prétendre à cela. D'ailleurs, une

analyse historique sérieuse de la formation du parti bolchévik nous portera fort probablement à la conclusion que, jusqu'en avril 1917, nous n'avons assisté qu'à une travail de la « fraction » bolchévique et que c'est seulement à partir de cette date que se fonde réellement le parti pouvant prendre, par après, et particulièrement en juillet et octobre 1917, l'**initiative** du déclanchement des mouvements révolutionnaires.

Mais si les hommes, ou même la « **collectivité organisée ou s'organisant en fraction ou parti** » ne peuvent déterminer, sur commande, les mouvements, qui, eux, dépendent des rapports contradictoires de classes, ils restent quand même un facteur, et un facteur d'une importance capitale pour l'évolution de ces mouvements et, en partie aussi, un facteur direct de leur préparation et de leur maturation. Il s'agit seulement de déterminer « **comment** » le parti ou la fraction peut s'acquitter de cette tâche.

Ainsi que nous l'avons dit, c'est vers la simple « résistance » et non vers la révolution que se dirigent les mouvements produits par les antagonismes sociaux, et le facteur conscient lui-même ne résulte pas des contrastes de classe, mais y est introduit par un organisme, le parti. A ce sujet, il est certainement caractéristique que Lénine, alors que se constituaient les fondements du parti bolchévik, écrivait dans «Que faire?» tout un chapitre très suggestif sur « la spontanéité des masses et la conscience de la social-démocratie », où il mettait en évidence les paroles profondément justes de Kautsky à propos du projet de nouveau programme du parti social-démocrate autrichien (Lénine) où, entre autres, nous trouvons (1) : « Beaucoup de nos critiques révisionnistes s'imaginent que Marx a affirmé que le développement économique et la lutte de classe non seulement éent les conditions de la production socialiste, mais encore engendrent directement la **conscience** de sa nécessité... La conscience socialiste ne peut se constituer que sur la base de la science profonde... Le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais la catégorie des **intellectuels bourgeois :** c'est, en effet, dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat, là où les conditions le permettent ». — Et Lénine ajoute : « Certes, il ne s'ensuit pas que les ouvriers ne participent pas à cette élaboration. Mais ils n'y participent pas en qualité d'ouvriers, ils y participent comme théoriciens du socialisme... Eux-mêmes (les ouvriers), ils lisent et voudraient lire tout ce qu'on écrit pour les intellectuels, et seuls quelques pitoyable intellectuels pensent qu'il suffit de leur parler des règlements et de la vie de l'usine et de leur remâcher ce qu'ils savent depuis longtemps. » Lénine avait encore une fois devancé les temps. En effet, actuellement, lorsque c'est par centaines et par milliers que se chiffrent les ouvriers capables de participer au travail d'élaboration théorique du parti, c'est seulement par la lutte personnelle, la falsification historique, la calomnie, le scandale, la persécution, la répression, l'emploi d'un appareil politique alimenté par la plus-value de millions d'ouvriers et de paysans trompés et trahis, que l'on peut condamner ces ouvriers révolutionnaires à l'inertie idéologique, au rôle de simples acteurs qui répètent la partition du souffleur centriste.

Nous nous sommes reportés à Lénine pour mieux indiquer la **position marxiste de départ** dans le travail du parti. Cela nous permet de nous différencier immédiatement de ces « faiseurs de mouvements de masse », du type prédominant dans les oppositions qui se nomment bolchéviques-léninistes, dans des groupes qui se trouvent dans l'impossibilité de modifier, d'une façon directe, les situations actuelles, ne fut-ce que de la valeur d'un millième de millimètre. Nous sommes bien placés pour employer ces mots sans qu'ils servent de justification pour personne (nous aussi nous nous considérons une expression de la déformation actuelle du prolétariat et seulement un facteur de son travail de régénérescence),

---

Nous nous excusons de devoir reporter des tronçons de la citation de Kautsky, et cela pour raison d'espace. Le lecteur peut contrôler la page 42-43 de « Que Faire? » pour constater que les phrases que nous reportons n'altèrent en rien la signification du texte cité par Lénine

mais nous avons toujours protesté contre la lutte menée par le camarade Trotsky à l'égard de ces militants qui voulaient s'adonner au travail de reconstruction théorique de la lutte du prolétariat révolutionnaire.

Cette position marxiste de départ nous intéresse pour délimiter la tâche du parti, sa capacité d'influence sur les situations et la condition à remplir pour qu'il devienne un facteur actif de l'évolution révolutionnaire des mouvements produits par les antagonismes sociaux. Le drapeau du parti est l'acquisition et la formation de la conscience de classe du prolétariat, et c'est dans la mesure où cette conscience se forme que se forme aussi la classe en tant que facteur agissant dans l'histoire pour l'instauration de la dictature du prolétariat, étape pour arriver à la société sans classe. Fondation du parti signifie donc manifestation réelle de l'apparition de la classe prolétarienne parce qu'elle signifie — dans les déclarations programmatiques et statutaires — la production des premières armes pour la lutte révolutionnaire, l'apparition, encore primaire et générale de la conscience du prolétariat. La croissance du parti, pour signifier augmentation de la capacité de lutte du prolétariat, et non un simple renforcement numérique de ses rangs, doit se traduire par une croissance de conscience théorique. Et, à ce sujet, nous affirmons, sans détours, que le parti réalise une condition réelle de succès pour la lutte lorsqu'il parvient à donner une affirmation politique claire des buts du prolétariat et cette affirmation a une valeur concrète et positive de beaucoup supérieure aux syndicats de masse, aux partis de masses, à l'Etat ouvrier lui-même. L'expérience d'avant guerre prouve que c'est l'hypertrophie des organismes ouvriers considérés en eux-mêmes qui a suffoqué et enfin étranglé la classe prolétarienne et que le regroupement bolchévique, numériquement insignifiant, a réalisé, dans l'intérêt de la révolution, autant et plus que n'ont réalisé, dans l'intérêt de la contre-révolution, les soi-disants constructeurs des organisations colossales de masses.

Ce travail de formation de la conscience théorique du parti ne peut se faire que par l'énonciation progressive des notions politiques enrichissant l'armature du parti. Celui-ci, dans la mesure ou schéma, signifie explication des situations passées, analyse de la situation concrète, effort d'établissement de perspectives, élabore et doit élaborer autant de schémas autour desquels il proclame la discipline de ses membres d'abord, et le devoir du prolétariat de s'y rassembler ensuite. De plus, le parti doit soumettre les données politiques **qu'il croit** avoir acquises à la vérification des événements, sans crainte d'apporter des rectifications ou des modifications substantielles, car l'élaboration **scientifique d'une situation n'est possible qu'à postériori.**

Les considérations qui précèdent pourraient faire croire que nous considérons le parti comme un club de « sectaires » et de « schématistes abstraits, campés dans les nuages ». La polémique pour la polémique — ce qui est la règle dans toutes les formations centristes et oppositionnelles — ne nous intéresse pas et nous opposerons le plus net mépris pour ceux — de n'importe quelle carrure — qui voudraient, par exemple, nous faire passer pour des « désanchantés du mouvement des masses ». Nous réclamant d'un courant qui a formé le parti communiste sur les membres d'une classe ouvrière battue, mitraillée par le fascisme, nous qui avons fait la lutte des masses jusqu'au dernier instant où cette lutte était possible, nous n'inventons pas un schéma abstrait pour la lutte, nous ne nous dérobons pas au pénible travail qui nous appartient, car nous savons attendre les conditions pour reprendre notre place dans les mouvements des ouvriers. **De plus, nous affirmons que, seul, un travail dans la direction que nous indiquons, représente la condition réelle pour la reprise des luttes ouvrières.**

Le travail théorique du parti doit être fait exclusivement en considération de la lutte de la classe ouvrière. La gestation aussi bien que le développement du parti, ne peuvent pas résulter de la sélection d'idées de ses militants en fonction de leurs capacités intellectuelles. Par contre, le parti ne peut se fonder ou agir en dehors de la **conception de son organisation.** Concevant le parti comme instrument essentiel et fondamental au prolétariat, nous concevons le procédé de sa formation, de son développement permanent, de son fonctionnement, au point de

vue complexe et unitaire : chacune de ses parties étant nécessaires au mouvement de l'ensemble, sa division organisatrice étant une division fonctionnelle et non quantitative.

Ainsi, Comité Exécutif, Comité Central, Comités Fédéraux, assemblées de sections nous apparaissent les organes spécifiques où se déroule la vie de la classe ouvrière. Une discussion politique principielle, un Congrès du parti nous apparaissent donc le canal par lequel la classe ouvrière aborde ou réalise une conquête dans sa lutte pour la révolution.

Lénine, lors de la construction des bases du parti bolchévik, préconisa une scission sur une question d'organisation qui, à notre avis, représentait non une question de détail, mais une question essentielle de principe, **qui parvenait à indiquer la condition pour la gestation et le développement du parti et de la classe ouvrière elle-même. « N'est membre du parti que celui qui est affilié à une organisation de base »**, voilà comment Lénine indique le procédé d'articulation de la classe ouvrière.

L'œuvre des bolchéviks, avant et pendant la guerre, prendra toute sa signification si on la considère comme l'inventaire des positions politiques représentant les frontières entre lesquelles devait se développer la lutte de la classe ouvrière. Le retour à Marx de Lénine, ne signifie pas un retour formel et littéral à la production politique de Marx, mais — contre le réformisme qui répétait littéralement Marx —, Lénine enrichissait la production laissée par Marx et **en y ajoutant la doctrine du parti et de l'insurrection prolétarienne. Lénine nous a donné les notions théoriques pouvant suffire à la classe ouvrière dans la période où il a vécu, il ne pouvait donner plus, il ne pouvait comprendre plus, le marxiste n'étant pas l'apôtre religieux du monde nouveau, mais l'artisan de la destruction de la société capitaliste.**

Après Lénine, d'autres problèmes ont surgi et la classe ouvrière doit dresser la théorie de l'Etat prolétarien et la théorie de la tactique. Si on n'aborde pas la résolution de ces problèmes, on n'emprunte pas la voie de la reprise de la lutte révolutionnaire. Lénine a généré la théorie du parti et de l'insurrection des entrailles mêmes de la social-démocratie où pourrissaient la corruption et la trahison du révisionnisme. C'est en restant en relation politique et idéologique avec le monde centriste qui croule, et c'est à cette seule condition, que nous pourrons reconstruire les vertèbres du nouveau monde du prolétariat. Encore une fois, c'est par la voie des fractions que nous pourrons nous acquitter de notre tâche historique. Par les fractions qui proclament ouvertement **que le produit théorique indispensable reste à acquérir.** Jamais, en fondant des nouveaux organismes qui proclamant que tout est acquis, ne font qu'affirmer que c'est grâce à l'intervention des forces démoniaques de Staline et du « stalinisme » que le prolétariat a cessé d'exister en tant que classe au point de vue international, aussi bien qu'à l'intérieur de chaque pays. Construire les fractions, c'est **reconstruire la capacité de lutte de la classe ouvrière.**

LE PRINCIPE DÉMOCRATIQUE

Certaines formulations qui sont employées dans l'exposition des problèmes du communisme, déterminent très souvent des équivoques selon l'interprétation qui leur est donnée. Ainsi en est-il pour les formulations « **démocratie** » et « **démocratique** ». Le communisme marxiste se présente, dans ses affirmations de principe, comme une critique et une négation de la démocratie. Mais, d'autre part, les communistes défendent souvent le caractère démocratique, l'application de la démocratie, au sein d'organismes prolétariens : système étatique des Conseils d'ouvriers, syndicats, partis. En cela, il n'y a évidemment aucune contradiction : rien ne peut être objecté à l'emploi du dilemme : **démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne**, en tant qu'équivalente de celui-ci : démocratie bourgeoise et dictature prolétarienne.

La critique marxiste aux postulats de la démocratie bourgeoise se base, en effet, sur la définition des caractères de la société actuelle divisée en classe, elle prouve l'inconsistance théorique et les embuches pratiques d'un système qui voudrait concilier l'égalité politique avec la division de la société en classes sociales, laquelle est déterminée par la nature du système de production.

La liberté et l'égalité politiques qui, d'après les théories libérales, s'expriment aujourd'hui dans le droit de suffrage, n'ont de signification que lorsqu'elles reposent sur une base qui ne renferme pas une diversité de conditions économiques fondamentales : voilà pourquoi les communistes en acceptent l'application à l'intérieur des organismes de classe du prolétariat et soutiennent qu'il faut donner un caractère démocratique au mécanisme des organisations de la classe ouvrière.

Pour ne pas créer des malentendus, pour éviter de valoriser un concept qui est riche en suggestions et que nous nous efforçons péniblement de démolir, il serait utile d'examiner d'un point de vue général, même si l'on n'a pas l'intention d'appliquer deux diverses formulations aux deux cas qui nous intéressent, le fond même du contenu du principe démocratique, et cela dans le cas de son application à des organisme homogènes au point de vue de classe. Ainsi nous éviterons le risque de retomber dans la reconnaissance d'une « catégorie » : le principe de la démocratie. Comme nous nous efforçons, par toute notre critique, de remuer le contenu trompeur et arbitraire des théories libérales, nous ne pouvons guère accepter que le principe démocratique soit posé à priori comme un élément de vérité et de justice absolue. Ce principe serait, par contre, un intrus dans la construction de notre doctrine.

Une erreur de doctrine est toujours à la base d'une erreur de tactique politique, ou bien encore elle est la traduction reflétée dans nôtre conscience critique collective. Ainsi, un reflet de toute la politique et de la tactique insidieuse de la social-démocratie est donné par l'erreur de principe qui consiste à présenter le socialisme comme héritant d'une partie substantielle du contenu de la doctrine libérale, en opposition avec les vieilles doctrines politiques à bases spiritualistes. Au contraire, dès ses premières formulations, le socialisme marxiste détruit justement — et ne l'accepte pas pour la compléter —, toute la critique que le libéralisme démocratique avait édifié contre l'aristocratie, les monarchies absolues de l'ancien régime. Le marxisme détruit cette critique faite par le libéralisme démocratique, certainement pas pour revendiquer une survivance aux doctrines spiritualistes ou idéalistes contre le matérialisme voltairien des révolutionnaires bourgeois, mais pour prouver comment, en réalité, les théoriciens de ce matérialisme, avec la philosophie politique de l' « Encyclopédie », ne s'étaient qu'imaginés être sortis du brouillard des non-sens de l'idéalisme et de la métaphysique appliquée à

la sociologie et à la politique. Ces derniers, comme leurs prédécesseurs, devaient subir la critique vraiment réaliste des phénomènes sociaux et de l'histoire, représentée par le matérialisme historique de Marx.

Il est aussi théoriquement important de prouver que, pour approfondir la démarcation existant entre le socialisme et la démocratie bourgeoise, pour redonner à la doctrine de la révolution prolétarienne sa signification puissamment révolutionnaire égarée que les fornicoteurs, dans leurs adultères avec la démocratie, il n'est nullement nécessaire de se baser sur une revision des principes en un sens idéaliste ou néo-idéaliste, mais il faut simplement se reporter à la position prise par le maître du marxisme envers toutes les tromperies des doctrines libérales et de la philosophie bourgeoise matérialiste.

Pour rester dans les cadres de notre sujet, nous montrerons que la critique du socialisme à la démocratie était substantiellement une critique à la critique démocratique des vieilles philosophies politiques, une critique de leurs prétendues oppositions universelles, une démonstration de leurs ressemblances théoriques, de même que nous montrerons que le prolétariat n'eut pas trop à se louer du passage de la direction de la société des mains de la noblesse féodale, monarchique et religieuse, entre les mains de la jeune bourgeoisie commerciale et industrielle. Et ainsi la démonstration théorique que la nouvelle philosophie bourgeoise n'avait pas vaincu les vieilles erreurs des régimes de despotisme, mais était seulement un édifice de nouveaux sophismes, correspondait concrètement à la négation contenue dans l'apparition du mouvement subversif du prolétariat brisant la prétention bourgeoise d'avoir, pour toujours, systématiser l'administration de la société sur des bases pacifiques et indéfiniment perfectibles, grâce à l'avènement du droit de suffrage et du parlementarisme. Alors que les vieilles doctrines politiques fondées sur des concepts spiritualistes ou même sur la révélation religieuse, prétendaient que les forces surnaturelles qui gouvernent la conscience et la volonté des hommes auraient assigné à certains individus, à certaines familles, à certaines castes, la tâche de diriger et d'administrer la vie collective, en leur livrant — par une investiture divine — le dépôt précieux de « l'autorité », la philosophie démocratique qui s'affirme parallèlement à la révolution bourgeoise, oppose, à cette affirmation, la proclamation de l'égalité morale, politique, juridique de tous les citoyens, nobles ecclésiastiques ou plébéens. Elle veut transférer la « souveraineté » du cercle restreint de la caste ou de la dynastie à la consultation populaire et universelle reposant sur le suffrage, d'après lequel la majorité des citoyens désigne — selon sa volonté — les régisseurs de l'Etat.

Les foudres lancées par les prêtres de toutes les religions, ainsi que par les philosophes spiritualistes, contre cette conception, ne suffisent pas pour la faire accepter en tant que victoire définitive de la vérité, sur l'erreur obscurantiste, bien que, pendant longtemps, le « rationnalisme » de la philosophie démocratique soit apparu comme le dernier mot de la science sociale ainsi que de la politique et ait pu obtenir l'approbation de personnalités se donnant le nom de socialiste. L'affirmation que le temps des « privilèges » est révolu depuis qu'ont été jetées les bases du système électoral majoritaire de notre hiérarchie sociale, ne résiste pas à la critique du marxisme. Celui-ci projette une toute autre lumière sur la véritable nature des phénomènes sociaux et il démontre que cette soi-disant suppression des privilèges est seulement une construction logique, séduisante si l'on part de l'hypothèse que le **vote**, à savoir, l'avis, l'opinion, la conscience de chaque électeur est du même poids dans la détermination de la délégation pour l'administration des affaires collectives. Combien ce concept est peu réaliste et « matérialiste », est démontré par cette considération : il représente chaque homme comme une « unité » parfaite, d'un système composé d'autant d'unités potentiellement équivalentes entre elles ; et au lieu de poser la valeur de l'application de cette unité par rapport à mille de ses conditions de vie, soit de ses rapports avec les autres hommes, ce concept théorise cette valeur grâce à la supposition de la « souveraineté ». Ceci équivaut encore à poser la conscience des hommes en-dehors du reflet concret des faits et des déterminants du milieu, à la considérer comme une étincelle allumée en tout organisme, sain ou chétif, tourmenté ou harmoniquement

satisfait dans ses besoins, du fait d'une égale providencielle mesure jetée par un indéfinissable dispensateur de vie. Celui-ci n'aurait pas désigné le monarque, mais aurait donné à chacun une égale faculté de l'indiquer. La prémisse sur laquelle repose la théorie démocratique — malgré son ostentation rationnaliste — n'est pas dissemblable, par sa puérilité métaphysique, de celle du « libre arbitre » pour qui la loi catholique de l'au-delà acquitte ou condamne. La démocratie théorique, pour autant qu'elle se situe au-dehors du temps et de la contingence historique, n'est donc pas moins empreinte de spiritualisme, que ne l'étaient — dans leur profonde erreur — les philosophies de « l'autorité révélée» et de la monarchie par droit divin.

Celui qui voudrait suivre de plus près ces problèmes n'aurait qu'à se rappeler que la doctrine démocratique a été, bien des siècles avant la déclaration du droit de l'homme et du citoyen et avant la grande Révolution, présentée par des penseurs qui se trouvaient totalement sur le terrain de l'idéalisme et de la philosophie métaphysique. D'autre part, la grande Révolution elle-même a bâti, au nom de la Raison, les autels du Dieu chrétien, toutefois en voulant faire ou bien en étant obligé de faire une déesse de la Raison elle-même.

Cette prémisse métaphysique, incompatible avec le caractère de la critique marxiste, appartient non seulement aux constructions du libéralisme bourgeois, mais aussi à toute cette doctrine constitutionnelle et à ces projets d'édification de la société qui se fondent sur la « vertu intrinsèque » de certains schémas de rapports sociaux et étatiques. En construisant sa doctrine de l'histoire, le marxisme démolissait, en effet, à la fois l'idéalisme médiéval, le libéralisme bourgeois et le socialisme utopique.

A ces constructions arbitraires de constitutions sociales, aristocratiques ou démocratiques, autoritaires ou libérales, auxquelles la conception anarchiste d'une société sans hiérarchie et sans délégation de pouvoir est analogue, le communisme critique a opposé une étude bien plus fondée de la nature des rapports sociaux et de leurs causes, ceci au travers du développement complexe qu'il présente du cours de l'histoire humaine, basée sur une analyse attentive du caractère des rapports sociaux dans l'époque présente du capitalisme et basée sur une série d'hypothèses pondérées quant à leur ultérieure évolution où vient s'ajouter aujourd'hui la formidable contribution théorique et pratique de la révolution russe.

Il serait superflu de développer ici les conceptions connues du déterminisme économique et les arguments qui les justifient pour l'interprétation des faits historiques et du mécanisme social. Tout à priorisme de conservateur ou d'utopiste est parallèlement éliminé par l'introduction de facteurs qui prennent racines sur le terrain de la production, de l'économie et sur les rapports de classe qui en jaillissent ; nous permettant ainsi de passer à une explication scientifique des faits de ces différents domaines qui sont représentés par les manifestations juridiques, politiques, militaires, religieuses, culturelles de la vie sociale. Nous nous bornerons ici à suivre d'une façon sommaire, au travers du cours de l'histoire, les évolutions qu'a présentées le mode d'organisation sociale et de regroupement des hommes, non seulement dans l'Etat, aspect abstrait d'une collectivité unificatrice de tous les individus, mais aussi dans des organismes différents qui se forment du fait de certains rapports entre les individus.

A la base de l'interprétation de toute hiérarchie sociale, très étendue ou limitée, se trouvent les rapports entre les différents individus, et à la base de ces rapports se trouve la division de fonction entre les individus.

Primitivement, nous pouvons imaginer, sans commettre une grave erreur, l'existence d'une forme de vie, complètement inorganisée, de l'espèce humaine. Le nombre limité d'individus permet à l'espèce de vivre des produits de la nature sans y appliquer un art quelconque ou un travail, et chacun pourrait donc de telle façon — pour vivre — se dispenser de la collaboration de ses congénères. Il n'y a d'autres rapports que ceux, communs à toutes les espèces : les nécessités de la reproduction, mais déjà pour l'espèce humaine — et non seulement pour elle — ces nécessités suffisent pour construire un système de rapports et une hiérarchie :

pour donner le jour à l'organisation de la famille. Celle-ci peut se fonder sur la polygamie, sur la polyandrie, sur la monogamie (il ne s'agit pas ici d'entrer dans une telle analyse, en tout cas elle nous donne l'embryon d'une vie collective organisée sur la division de fonctions acquises comme conséquences directes des facteurs physiologiques pour lesquels, alors que la mère reste à la garde des enfants et les élève, le père se dédie à la chasse, à la protection contre les ennemis extérieurs, etc...

Comme dans les phases ultérieures de la production et de l'économie, dans cette phase initiale qui est celle de l'absence presque complète de ces deux éléments, il est inutile de s'arrêter dans une recherche abstraite afin de savoir si nous sommes en présence de l'unité individu ou de l'unité société. L'unité de l'individu a un sens, au point de vue biologique sans doute, mais ce n'est qu'une élucubration métaphysique quand on veut en faire le fondement de la construction sociale, puisque, au point de vue social, les unités n'ont pas une valeur égale entre elles et la collectivité ne surgit que de rapports et d'évolutions où chaque partie et l'activité de chacun ne sont pas une fonction individuelle mais une fonction collective déterminée par de multiples influences du milieu social. Même dans le cas élémentaire d'une société inorganisée ou de l'inexistence d'une société, la base physiologique que nous donne l'organisation familiale, nous suffit pour détruire l'aspect arbitraire de l'Individu en tant qu'unité ultérieurement indivisible (au sens littéral du terme) et supérieurement composable avec d'autres unités semblables qui gardent leur distinction et, en un certain sens, leur équivalence. Il n'existe même pas d'unité société et cela est évident puisque les rapports entre les hommes, qu'ils soient basés sur la simple existence réciproque, sont très limités et restreints au cercle de la famille ou du clan. Nous pouvons anticiper et avancer la conclusion que l'unité « société » n'a jamais existé et n'existera probablement jamais que comme une « limite » de laquelle on peut progressivement se rapprocher en dépassant les frontières des classes et des Etats.

L'unité individu peut être pensée comme un élément de déduction et de construction sociale, ou, si l'on veut, de négation de la société, à la seule condition de partir d'une prémisse irréelle qui, somme toute, bien que présentée avec des formulations très modernes, n'est, en définitive, qu'une différente reproduction des concepts de la révélation religieuse, de la création et d'une vie spirituelle indépendante des phénomènes de la vie naturelle et organique. A chaque individu la divinité créatrice, ou une force unique gouvernant les destins du monde, a donné cette investiture élémentaire qui en fait une molécule autonome, bien définie, consciente, volitive, responsable, de l'agrégat social, indépendamment des accidents superposés, des influences physiques du milieu. Ce concept religieux et idéaliste n'est modifié que dans les apparences, lorsqu'on étudie la conception du libéralisme démocratique ou de l'individualisme libertaire : l'âme en tant qu'étincelle allumée dans l'entité suprême : la souveraineté subjective de chaque électeur, ou l'autonomie limitée du citoyen dans la société sans lois, sont autant de philosophismes qui pèchent par le même infantilisme devant la critique, — aussi résolu que puisse être le « matérialisme » des premiers libéraux bourgeois et des anarchistes.

Ce concept a son correspondant dans la supposition, qui a une nature également idéaliste, de l'unité sociale parfaite, du **monisme** social, construit sur la base de la volonté divine qui gouvéne et administre la vie de notre espèce. En examinant le stade primaire de la vie sociale, et arrivé en présence de l'organisation familiale, nous sommes obligés de conclure avec des hypothèses métaphysiques en ce qui concerne l'unité individu et l'unité société. Nous pouvons aussi nous passer de l'interprétation de la vie de l'espèce et de son processus évolutif ; mais nous pouvons, par contre, positivement affirmer que nous sommes en présence d'un type de **collectivité organisée sur une base unitaire**, et qui est la famille. Nous n'en ferons pas un type fixe ou permanent, et au lieu de l'idéaliser en tant que modèle de forme de vie sociale, ainsi que l'on a essayé de le faire pour l'individu dans l'anarchisme ou dans la monarchie absolue, nous constaterons seulement l'existence de cette unité primaire dans des organisations humaines à laquelle d'autres

organisations succèderont, qui elle-même se modifiera sous différents aspects, deviendra un élément constitutif d'autres organismes collectifs ou disparaitra dans des formes sociales très avancées ainsi qu'on pourrait le supposer. Nous ne ressentons pas le besoin d'être en principe pour ou contre la famille, ainsi que d'être, par exemple, pour ou contre l'Etat : il nous intéresse de saisir — pour autant qu'il est possible, le sens de l'évolution de ces types d'organisation humaine, et de nous demander si un jour ils disparaîtront de la manière la plus objective, car il n'entre pas dans notre esprit de les considérer comme sacrés et intangibles, ni comme pernicieux et à détruire : le conservatisme et son revers (soit la négation de toute forme d'organisation et d'hiérarchie sociale) étant également faible au point de vue critique et également stérile en résultats.

En dehors de l'opposition traditionnelle des catégories : individu et société, nous suivrons — pour l'étude de l'histoire humaine — la formation et l'évolution d'autres **unités,** soit les collectivités humaines organisées : groupements restreints ou étendus d'hommes, fondés sur une division de fonction et une hiérarchie, qui paraissent être les facteurs et les auteurs de la vie sociale. Ces unités peuvent se comparer, seulement en un certain sens, aux unités organiques, a des organismes vivants, dont les cellules ayant différentes fonctions et valeur sont les hommes ou les groupes élémentaires d'hommes. Mais l'analogie n'est pas complète puisque, alors que l'organisme vivant a des limites définies et un cours biologique de développement et de mort, les unités sociales organisées ne sont pas fermées par des frontières fixes et se rénovent continuellement, s'enchevêtrant entre elles, se décomposant et se recomposant au même moment. Ce qui nous intéresse, c'est prouver (et c'est pour cette raison que nous avons insisté sur le premier exemple assez simple de l'unité de famille), que, si ces unités sont évidemment composées d'individus et si leur composition est variable, elles agissent toutefois comme des « tout » organiques et leur décomposition en unité individu n'a qu'une valeur mythologique et irréelle. L'élément famille a une vie unitaire qui ne dépend pas du nombre d'unités qu'elle renferme, mais du réseau de leurs rapports. Ainsi, par exemple, pour nous exprimer d'une façon banale, la famille composée du chef, des épouses, et de certains vieux inhabiles, n'a pas la même valeur que la famille qui comprend, outre le chef, certains jeunes enfants aptes au travail.

De cette première forme d'unité organisée d'individus qui est la famille, et qui représente la première division de fonctions et les premières hiérarchies et formes d'autorités, de direction des activités d'individus, d'administration, on passe — au cours de l'évolution — indéfiniment à d'autres formes d'organisation toujours plus complexes et plus vastes. La raison de cette complication consiste dans la complication des rapports et des hiérarchies sociales naissant d'une différenciation toujours plus grande et qui est strictement déterminée par les systèmes de production : l'art et la science se mettant à la disposition des activités humaines pour la production d'un nombre toujours croissant de produits (au sens le plus vaste du mot) aptent à satisfaire les besoins de sociétés humaines, plus nombreuses et plus évoluées, vers des formes supérieures de vie. Le fondement d'une analyse qui veut saisir le processus de formation et de modification de différentes organisations humaines et le jeu de leurs rapports dans la société entière, doit se baser sur la notion du développement de la technique productive et des rapports économiques surgissant de la situation des individus dans les différentes fonctions qu'exigent le mécanisme productif. La formation et l'évolution des dynasties, des castes, des armées, des Etats, des empires, des corporations, des partis, peuvent et doivent être suivies au travers d'une analyse reposant sur de tels éléments. Au sommet de ce développement complexe on peut croire qu'il y ait eu une forme d'unité organisée qui coïncide avec les limites mêmes de l'humanité, en réalisant la division rationnelle des fonctions, parmi tous les hommes. L'on peut aussi discuter à savoir quel sens et quelle limite aura — dans une forme supérieure de la vie humaine — le système hiérarchique de l'administration collective.

Nous intéressant d'arriver à l'examen de ces organismes unitaires dont les rapports intérieurs sont fondés sur ce qui est couramment appelé le « principe

démocratique », nous introduirons une distinction simplificatrice entre les collectivités organisées qui reçoivent leur hiérarchie de l'extérieur, et les collectivités organisées qui forment cette hiérarchie par elles-mêmes en la retirant de leur sein. Suivant le concept religieux et la théorie parfaite de l'autorité, la société humaine serait, en tout temps, une collectivité-unité qui reçoit sa hiérarchie de pouvoirs surnaturels ; nous n'insisterons pas dans la critique d'un semblable simplicisme métaphysique qui est contredit par toute notre expérience. La hiérarchie naît des raisons naturelles de la nécessité de la division des fonctions, et il en est ainsi, évidemment, au sein de la famille. Celle-ci se transformant en tribu et en horde, doit s'organiser pour lutter contre d'autres organisations et par là surgissent des hiérarchies militaires, basées sur l'opportunité de confier le commandement au plus capable, de valoriser les énergies communes. A ce critère, le choix dans l'intérêt commun, qui est depuis des millénaires plus ancien que l'électoralisme moderne, car les rois, les capitaines et les ecclésiastes furent originellement électifs, d'autres critères de formation des hiérarchies se superposent, donnant ainsi lieu à des privilèges de castes — au travers de l'hérédité familiale — ou aux initiations d'Ecoles, de sectes et cultes restreints : la possession d'un degré de capacité justifié par des aptitudes et fonctions spéciales étant le meilleur élément pour la transmission de ce degré, au moins par la voie normale.

Nous n'entendons pas — nous l'avons déjà dit — suivre tout le développement de la formation au sein de la société, des castes et ensuite des classes qui, à la nécessité logique d'une division de fonction superposent le monopole du pouvoir et de l'influence, qui s'accompagne d'une position de privilège de couches données d'individus à l'égard du mécanisme économique.

Chaque caste dirigeante se donne elle-même, d'une façon ou d'une autre, une hiérarchie organisée, et il en est ainsi pour les classes économiquement privilégiées. Pour ne se borner qu'à un seul exemple, l'aristocratie terrienne du moyen-âge se coalisant pour la défense du privilège commun contre d'autres classes, construisait une forme d'organisation qui aboutit à l'avènement de la monarchie, aux mains de laquelle se concentraient les pouvoirs publics, formés complètement en dehors des autres couches de la population. L'Etat de l'époque féodale est l'organisation de la noblesse féodale appuyée par le clergé. L'instrument principal de la force de ces monarchies est l'armée : nous sommes ici devant un type de collectivité organisée où la hiérarchie est organisée de l'extérieur et où le roi nomme les grades dans l'armée, fondée sur l'obéissance passive de chacun de ses composants. Toute forme d'Etat concentre en une autorité unitaire la capacité de commander et d'encadrer une série d'hiérarchies exécutives : armées, police, magistrature, bureaucratie. L'unité-Etat se sert donc, matériellement, de l'activité de toutes les classes, mais elle est organisée sur la base d'une seule ou de quelques classes privilégiées qui ont le pouvoir de construire les différentes hiérarchies. Les autres classes et, en général, tous les groupements d'individus qui voient excessivement bien comment les intérêts et les exigences de tous ne sont nullement garantis par l'organisation étatique existante — bien que celle-ci en présente régulièrement la prétention — cherchent à se donner des organisations particulières pour faire prévaloir leurs intérêts, et cela en partant de la constatation élémentaire de l'identité de position des composants de ces organismes à l'égard de la production et de la vie économique.

Si nous nous occupons, et cela va de soi, de ces organisations qui se donnent elles-mêmes leurs hiérarchies et si nous nous posons le problème du « comment » ces hiérarchies doivent être désignées pour représenter la meilleure défense des intérêts collectifs de tous les composants de l'organisation, afin d'éviter la formation, en son sein, de stratifications fondées sur le privilège, la méthode basée sur le principe démocratique se présente devant nous : consulter tous les individus et se servir de l'avis de la majorité pour la désignation de ceux parmi eux qui devront occuper les grades dans la hiérarchie.

La critique d'une semblable proposition doit être beaucoup plus sévère selon qu'elle se propose d'analyser son application à la société telle qu'elle est aujourd'hui, à des nations données, ou s'il s'agit de l'introduire au sein d'organismes beaucoup plus limités, tels que les syndicats prolétariens et les partis.

Dans le premier cas, elle est à repousser complètement, puisqu'elle se situe dans le vide sans tenir compte de la situation des individus envers le fait économique et qu'elle se base sur la prétention que le système est parfait d'une façon intrinsèque, indépendamment de la considération des développements évolutifs que traverse la collectivité à laquelle on l'applique.

La division en classe, nettement reconnaissable par les privilèges économiques, fait que la valeur d'une conception majoritaire perd toute valeur. Notre critique combat la tromperie qui porte à croire que le mécanisme de l'Etat démocratique et parlementaire, sorti des constitutions libérales modernes, soit une organisation de tous les citoyens et dans l'intérêt de tous les citoyens. Puisqu'il y a des intérêts contrastants et des conflits de classe, il n'y a pas de possibilité pour atteindre une unité d'organisation et l'Etat reste, malgré l'apparence extérieure de la souveraineté populaire, l'organe de la classe économiquement supérieure, et l'instrument de la défense de ses intérêts. Nous envisageons la société bourgeoise, malgré l'application du système démocratique, comme un complexe d'ensemble d'autres organismes unitaires, de quels beaucoup se regroupent autour du puissant organisme centralisé de l'Etat politique : ce sont ces organismes qui surgissent des groupements des couches privilégiées et qui tendent à la conservation de l'appareil social actuel. D'autres peuvent être indifférents ou changer d'orientation à l'égard de l'Etat, d'autres enfin surgissant au sein de couches économiquement déprimées et exploitées, sont dirigées contre l'Etat de classe.

Le communisme démontre donc momment l'application formelle juridique et politique du principe démocratique et majoritaire à tous les citoyens, alors que reste la division en classe envers l'économie, ne parvient pas à donner à l'Etat le caractère d'une unité organisatrice de toute la société ou de toute la nation. La démocratie politique est introduite par cette prétention officielle, mais, en réalité, comme une forme qui convient au pouvoir spécifique de la classe capitaliste, à sa véritable dictature et au but de la conservation de ses privilèges.

Il ne faut donc pas insister beaucoup sur la démolition critique de l'erreur d'après laquelle on attribue un degré égal d'indépendance et de mâturité au « vote » de chaque électeur, qu'il soit un travailleur épuisé par un excès de fatigue physique ou un richard plein de jouissance, un capitaine d'industrie ou un malheureux prolétaire ignorant les raisons et les remèdes à apporter à ses malheurs, mais les uns comme les autres allant faire une profession de foi de temps en temps, et pour une longue période, et tous prétendant que le fait d'avoir accompli leur fonction souveraine suffit à assurer le calme et l'obéissance de quiconque se sentira lésé et maltraité par les conséquences de la politique et par l'administration étatique.

(La suite au prochain numéro).

A. BORDIGA.

(« Rassegna Communista », N° 18, février 1922).

La critique théorique de la démocratie et du libéralisme bourgeois atteint le summum de l'intensité, par l'expulsion faite par des ouvriers armés, de ce ramassis de canailles qui constitue l'Assemblée Constituante, élue démocratiquement.

BORDIGA.

(« Lénine sur le chemin de la révolution »).

MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Vers la construction d'une véritable fraction de gauche en France

Notre fraction avait donné son adhésion, au printemps passé, à l'initiative du XVe Rayon, pour déterminer l'unification des forces oppositionnelles en France. Immédiatement nous avons insisté pour que la discussion politique — à établir sans aucune exclusion préjudicielle — entre tous les groupements d'opposition communistes, prennent enfin le dessus sur les interminables luttes personnelles qui eurent cours en France, pour en arriver à établir une base de principe exprimant l'apport du prolétariat français au travail de reconstruction théorique de l'organisation du prolétariat international.

Nos propositions n'ont pas été acceptées et l'unification s'est faite quand même entre la Gauche Communiste et le XVe Rayon. Mais cette unification n'a nullement représenté un pas vers la constitution de la fraction de gauche du P. C. F., bien que le groupe unifié ait adopté l'étiquette de « fraction communiste de gauche ». La preuve en est fournie par l'anémie politique et théorique de cette fraction qui ne parvient pas à assurer la publication régulière ni de son organe « Le Communiste », ni de son « Bulletin Intérieur ».

Il est évident que la parution archi-régulière d'organes aussi décevants et aussi vides de contenu politique que la « Vérité » expriment, dans la même mesure, la faiblesse, l'inconsistance des organismes qui les lancent.

Tout récemment, l'orientation de l'Opposition Internationale de Gauche pour la fondation du nouveau parti, loin de s'accompagner avec une concentration des forces communistes, a produit une nouvelle crise au sein de la Ligue Communiste Française. De nombreux militants ont été exclus et cela sans que la presse de l'Opposition en rende compte au prolétariat. Mais, encore une fois, crise de la Ligue et scission devaient se manifester non autour de questions politiques, mais autour de questions personnelles. Il est évident que le fond de ces questions de personne, aussi bien que du régime intérieur pestilentiel et aventurier de la Ligue, est un fond politique. Mais tant que « les personnes et non les positions politiques » restent l'enjeu des débats, des crises et des scissions, la « sélection » (sic) qui en résultera ne sera que le triage continuel de personnes et d'attitudes contingentes chez les mêmes personnes, capables de s'adapter à un calendrier politique où il n'y a comme logique et cohérence que celles présidant aux changements météorologiques : aux giboulées du mois de mars.

A la suite de cette dernière scission de la Ligue, un groupe assez nombreux de militants s'est orienté vers la « fraction de gauche communiste » dans un but d'unification. Mais il suffira de considérer les modalités de la scission pour déduire la signification de l'éventuelle unification. Depuis qu'elle existe, l'Opposition de Gauche peut concentrer son histoire autour de ce dilemme : « pour ou contre Molinier » et c'est sur ce dilemme que se sont faites les différentes « sélections ». C'en est assez pour conclure que l'heure a sonné d'emprunter un tout autre chemin.

Nous reproduisons ci-dessous une résolution de notre Fédération de Paris, (qui a été publié dans le premier numéro du « Bulletin Intérieur » de la « Fraction Communistes de Gauche ». Les idées essentielles que contient cette résolution nous paraissent pouvoir, encore maintenant, contribuer à la construction de la Fraction de Gauche du P. C. F. et à transformer la dernière crise de la Ligue Communiste en un pas sérieux dans cette direction.

***

Nous croyons d'abord devoir détruire une légende qui concerne notre fraction. Il paraîtrait que nous serions opposés à concevoir une possibilité de travail commun avec des organismes qui n'acceptent pas les positions politiques que nous défendons.

S'il en est qui pensent pareille chose, ils se trompent lourdement. Ce que nous voulons en réalité, c'est que les groupes politiques de gauche **se donnent des positions principielles** ou que, tout au moins, ils veuillent déclarer qu'il y a nécessité à élaborer des documents fondamentaux.

C'est seulement après pareil travail qu'il nous paraît être possible de confronter les points de vue divergents, d'où seulement peut résulter la possibilité de contracter des liaisons définitives.

L'unification s'est donc faite en France en dehors de la Ligue Communiste. S'il fallait établir les raisons pour lesquelles la Ligue est restée étrangère à l'unification, pourrait-on se borner à dire qu'elles dépendent uniquement des manœuvres effectuées par cette organisation? En outre serait-il possible de rattacher les diverses scissions qui se sont produites au sein de la Ligue Communiste, (et qui, aujourd'hui, ont trouvé leur conclusion dans l'unification des forces dissidentes de la Ligue), à des manœuvres politiques? **Une telle explication nous paraît en contradiction avec les enseignements élémentaires du marxisme.** Par contre, l'expérience prouve que toutes les manœuvres qui ont vu le jour dans la Ligue, ont résulté de l'incapacité de cet organisme à donner un solution communiste de principe aux problèmes de la lutte de classe du prolétariat français. Il reste donc à déterminer s'il est possible et nécessaire de lutter contre les manœuvres, **prises en elles-mêmes,** comme s'il s'agissait d'entités politiques particulières, ou bien s'il faut s'attacher à la source même du mal qui fut la cause des crises de l'opposition.

An point de vue politique, quelles sont les bases politiques de l'Opposition unifiée? Au cours des débats précédant l'unification, il a été possible de constater qu'une proposition fut donnée de prendre les 13 points élaborés par l'opposition de gauche internationale (léninistes-bolchéviks) et d'accepter ceux-ci comme base politique de l'opposition unifiée. Il paraîtrait que cette proposition émana des camarades disant vouloir lutter contre les manœuvres de la Ligue, et qui, à leur tour, faisaient ainsi une manœuvre pour embarrasser la direction de la Ligue. Mais passons sur ce point, et essayons de retirer, de cette proposition d'adoption des 13 points comme base, la signification politique indispensable. La diarrhée de scissions au sein de la Ligue, les débats pour l'unification elle-même, tout cela devait donc aboutir **à l'existence de deux organisations se revendiquant l'une et l'autre du même document de base.** Ainsi, le dernier document présenté par la Gauche communiste n'offre pas non plus de divergences sérieuses avec les positions politiques de l'Opposition de Gauche et de sa section française.

Nous croyons devoir laisser à d'autres, à ceux qui ne feraient pas preuve d'un esprit de responsabilité communiste, le soin de se dire et de dire aux ouvriers, que trois ans d'existence de la Ligue ainsi que le fait de l'existence de deux organisations séparées, ne dépend que de l'existence d'une force démoniaque dont le camarade Trotzky ne parvient pas à se débarrasser, en l'espèce le camarade Molinier, lequel, certes, n'a pas l'envergure d'un Méphistophélès et qui, bien au contraire, ne sait manipuler que des jouets d'enfant que l'on prend pour des armes à feu.

Pour nous, il est clair que les difficultés actuelles ne pourront être surmontées qu'à une seule condition. **Il faut que l'Opposition s'attèle à la tâche ardue et difficile qui consiste à se relier aux traditions révolutionnaires en France et à reprendre l'héroïque héritage des Communards de 1871.** En particulier, il faudra considérer que la scission avec les opportunistes à Tours, ainsi que la proclamation de la formation de la section française de l'I. C. n'ont pas signifié une solution définitive au problème de la construction d'un véritable parti communiste.

La trahison de 1914 ne vit pas en France la création d'un parti marxiste comme ce fut le cas en Allemagne et en Italie. Le processus de formation d'un parti communiste ne suivit pas non plus son cours normal: une fraction se développant en nouveau parti, comme ce fut le cas en Russie et en Italie. Le comité pour la Troisième Internationale de Souvarine-Loriot-Rosmer fut totalement submergé par la majorité amorphe de l'ancien parti socialiste et, même en restant à la direction du nouveau parti communiste constitué, il ne pouvait pas, sans aide très sérieuse, (qui ne vint pas de la part de l'I. C.), former les cadres réels pour la victoire du prolétariat. En 1923, la lutte contre le « trotskisme » et ses résultats en France : l'élimination des fondateurs du Parti, devait enlever toute possibilité de faire du parti l'organisation d'avant-garde de la classe ouvrière sans pour cela avoir recours à la constitution d'une fraction de gauche. Toutes les grandes expériences de classe de l'après-guerre en France demandaient à être analysées et traduites dans des documents politiques par l'opposition, réaction marxiste au centrisme de l'I. C. Ainsi seulement aurait été constitué l'organisme historique appelé à solutionner les problèmes de la crise communiste et à conduire, demain, les luttes du prolétariat français.

L'opposition débute en France par des cercles de littérature politique; antérieurement, les syndicalistes révolutionnaires qui, à la fondation du parti, s'orientaient vers le communisme et avaient adhéré à celui-ci, s'en séparèrent pour évoluer, à nouveau, vers une nouvelle forme de syndicalisme.

L'exil du camarade Trotsky devait représenter une occasion favorable au regroupement des forces de l'opposition. A cette époque, l'erreur principale consista, en France, dans une élimination complète du travail d'analyse politique indiqué ci-dessus, et, par la proclamation stérile de l'inutilité de pareil travail, l'adhésion aux quatre premiers Congrès de l'I. C. étant considérée comme suffisante.

Et ainsi, à la marche des événements, la Ligue Communiste, résultant d'une conglomération de groupes oppositionnels de gauche, ne put opposer que les premiers congrès de l'I. C., où il était impossible de trouver la solution aux problèmes spécifiques de la lutte du prolétariat français. Au surplus, les quatre premiers congrès n'ont pas donné **de solution définitive** au problème de la bataille pour le triomphe du communisme. En outre, une de ses résolutions tactiques devait être suivie par la défaite allemande de 1923. Un tel programme politique devait enfin engendrer les crises connues par la Ligue et aboutir aux expressions politiques les plus contradictoires.

Pendant la conférence d'unification, qui peut signifier un pas positif pour la construction de l'organisme communiste indispensable, deux méthodes se sont affrontées. Celle qui devait prévaloir consistait à mettre délibérément de côté toutes les expériences du prolétariat français, à élaborer un manifeste, courir vers l'élaboration d'une résolution de constitution, qui ne fait que répéter des notions politiques déjà établies sur le mouvement communiste international et qui **est muette sur les luttes du prolétariat en France, son passé, son avenir.** L'autre méthode, qui fut rejetée et était préconisée par notre fraction, consistait à ne pas jeter d'exclusive contre n'importe quel groupe oppositionnel, à considérer chacun d'eux comme un courant reflétant des opinions du prolétariat français, et comme des réactions prolétariennes au centrisme. Nous proposions d'appeler tous ces groupes à une confrontation politique dans le but d'établir une plate-forme reposant sur les bases de l'I. C.: le Deuxième Congrès.

Certes, notre méthode de travail aurait été plus longue et plus laborieuse, mais les résultats auraient été positifs et le prolétariat français aurait eu son organisation de classe. Nous constatons, à notre grand regret, que l'unification s'est

faite avec le même système déjà expérimenté en 1930, et qui donna les résultats lamentables que nous connaissons.

Il est encore temps pour ne pas s'exposer aux mêmes errements que la Ligue Communiste. Nous adressons un appel très vif à l'Opposition unifiée afin qu'elle utilise les leçons du passé, aborde, avec ardeur et décision, les problèmes difficiles, et puisse jeter hardiment les bases de la fraction de gauche du P. C. F., de l'organisme révolutionnaire de la classe prolétarienne.

Mai, 1933. LA FEDERATION DE LA FRACTION DE GAUCHE du P. C. I.

Pas de « Bordiguisme »

REPONSE AU CERCLE DEMOCRATIQUE DE PARIS

Notre fraction avait organisé, au courant du mois d'avril dernier, une discussion contradictoire ne comportant aucune liaison politique, et, à ce sujet, elle avait invité le « Cercle Communiste Démocratique ». Ce dernier nous fit parvenir une résolution qui a été publiée dans le « Travailleur de l'Est » et dans le « Bulletin Communiste » de juilet 1933. La résolution du Cercle tranche encore une fois — et avec quelle désinvolture ! — nombre de questions controversées : le « bordiguisme », les quatre premiers Congrès de l'I. C., le front unique « honnête », et nombre d'autres problèmes. Tout cela à l'occasion d'une invitation pour une discussion politique et non pour l'établissement de rapports politiques qui pourraient seulement résulter d'une minutieuse confrontation de positions générales et tactiques. Au reste, dans l'état actuel où se trouve le Cercle, il est d'ailleurs inconcevable que notre fraction puisse adresser ou accepter une telle invitation.

Notre brève mise au point ne peut contenir une réponse politique aux questions contenues dans la déclaration du Cercle et où — encore une fois — l'on procède suivant le schéma traditionnel : par affirmations aussi catégoriques que superficielles. Nous devons nous borner à examiner la dénomination qui nous a été collée à nouveau et, cette fois-ci, par le Cercle, ainsi qu'à l'examen des conclusions de la résolution.

Le Cercle écrit : « En réponse aux invitations dont il est l'objet de la part du groupe communiste italien dit « bordiguiste »... Pour le Cercle, ce serait donc nous-mêmes qui nous appellerions « bordighistes » et il ne s'agirait pas là d'une épithète dont on nous a qualifiés, pour la petite besogne d'une polémique inconsistante. Le Cercle témoigne — et cela ne lui arrive pas par hasard — d'un esprit superficiel qui lui permet de substituer à la connaissance des questions réelles, l'image la plus appropriée aux besoins d'une polémique faite surtout de prétention et de prosopopée. A plusieurs reprises, au sein du parti italien, en présence du camarade Bordiga, aussi bien qu'au sein de l'Internationale et de l'Opposition de Gauche, nous avons affirmé l'inexistence du « bordiguisme » aussi bien que de tous les autres « ismes », qui ont atteint des véritables **performances**, depuis que, — au sein du mouvement communiste — on a institué la Bourse de la confusion et de la tromperie politiques. La seule fois qu'a paru le terme « bordiguiste », c'est sur la couverture de l'édition française de notre plate-forme, et, maintes fois, nous nous sommes expliqués à ce sujet ; nous avons dit que ce terme était une erreur, bien que dans l'intention des camarades, il avait été employé seulement pour spécifier, au sein des nombreux groupes oppositionnels du parti français, les traditions du courant politique qui éditait la plate-forme. Mais, pour la polémique facile, l'on n'est jamais ce que l'on est, c'est-à-dire un courant politique, mais ce que l'on vous accuse à tort ou à raison, d'être soit des « bordiguistes » qui essaient de se faire une petite place à la faveur du prestige du camarade Bordiga.

Conscients de la place énorme que pourrait occuper le camarade Bordiga dans notre travail, et des difficultés que nous traversons à cause des conditions imposées par l'ennemi au camarade Bordiga qui reste sur la tranchée de la lutte la plus dangereuse, nous ne pouvons, encore une fois, que répéter ce que nous avions dit

au troisième Congrès du parti italien, en présence du camarade Bordiga, qui approuva pleinement notre affirmation. Le bordiguisme, aussi bien que la réduction de notre courant politique à la personne de Bordiga, est la plus sotte déformation des opinions du camarade Bordiga lui-même qui, sur les traces de Marx, a détruit toute efficience de l'individualité en tant que telle et prouvé théoriquement que, seuls, la collectivité et ses organismes sociaux doivent et peuvent donner une signification à l'individu lui-même.

Ce qui ne signifie évidemment pas que notre production politique puisse lier la responsabilité du camarade Bordiga. D'ailleurs, nous nous sommes expliqués à ce sujet, dan la présentation de notre bulletin théorique.

Nous ne pouvons nullement marquer notre accord avec la conclusion où arrive le Cercle démocratique, à savoir : « l'évidence préalable d'une incompatibilité d'opinions interdirait au Cercle de se prêter à des controverses dont la stérilité acquise d'avance ne pourrait ménager que de nouvelles déceptions ». Tout comme nombre d'autres groupes ne possédant pas des documents politiques fondamentaux donnant une réponse aux problèmes de la crise communiste, le Cercle ne peut se prévaloir d'une « base principielle acquise ». Le seul fait d'une scission récente — consommée à l'amiable — avec des anciens collaborateurs du Cercle qui ont rejoint l'ennemi de classe, prouve la fragilité des textes sur lesquels se fonde ce cercle. Cela ne représente évidemment pas, pour notre fraction, une condition rendant impossible toute discussion : nous n'oublions pas que des fondateurs du parti communiste français et de l'Internationale, qui sont passés parmi les premiers à la lutte contre le centrisme, se trouvent dans celui-ci. Nous avons voulu rappeler ces considérations dans le seul but de montrer la réalité au delà des phrases pompeuses.

Notre fraction elle-même, qui possède des documents fondamentaux sur la crise du mouvement communiste, propose à la discussion et à la vérification internationale les positions politiques qu'elle défend.

Il est fort possible qu'un grand nombre de discussions actuelles soient stériles en résultats positifs, mais la proclamation immédiate de cette stérilité ne fait que ménager des tranquillités politiques absolument stériles.

C'est pour ces raisons que nous croyons devoir répondre au Cercle Démocratique que, dans l'intérêt de la cause prolétarienne, la discussion représente une nécessité, malgré les conceptions irrémédiablement opposées que défendent le Cercle Démocratique et notre fraction.

LA C. E. DE LA FRACTION DE GAUCHE DU P. C. I.

En septembre 1870, Marx appelait l'insurrection une folie. Mais les masses s'étant insurgées, Marx voulait être avec elles, allait avec elles à l'école de l'expérience, dans la lutte, au lieu de leur donner des leçons bureaucratiques. Il comprenait que c'eût été charlatanisme ou pédantisme irrémédiable que de prétendre évaluer à l'avance, avec une entière précision, les chances de victoire. Il accordait LE PLUS GRAND PRIX au fait que la classe ouvrière faisait héroïquement l'histoire du monde, avec abnégation, avec initiative ; il considérait l'histoire du monde du point de vue de ceux qui la font sans avoir la possibilité d'évaluer INFAILLIBLEMENT à l'avance les chances de succès, et non du point de vue petit-bourgeois intellectuel qui moralise : « il eût fallu prévoir... il ne fallait pas commencer... »

LENINE.

(Préface aux lettres de K. Marx à Kugelmann).

APPEL

Pour permettre une plus grande publication, nous avons élargi le texte. Cela augmente considérablement le coût du Bulletin. Nous insistons vivement auprès de tous nos lecteurs afin qu'ils participent à la souscription dont nous commençons la publication dans ce numéro.

LISTE N° 1

Guido, 7.50 ; Ferrero, 7.50 ; Franchini, 5 ; Scalvenzo, 5 ; Un chômeur, 1.05 ; Pélissiers, 5 ; Edouardo, 3 ; Guilbert, 10 ; André, 5 ; Maurice, 5 ; Mathilde, 5 ; Giuseppe, 5.

Totale à reporter 64.05

Les livres reçu au bureau de la Revue

Les deux pôles de l'Esprit.
Etude de psychologie linguistique, par G. MONNOURY.
(Librairie du Travail, 165 pages, 8 francs).

Lettres de la Prison, par Rosa LUXEMBOURG.
(Librairie du Travail, 92 pages, 5 francs).

Où va la Révolution Russe?
L'Affaire Victor Serge, par M. MARTINET.
(Librairie du Travail, 1 franc).

A. Tardieu, par Félix CHALLAY.
(Librairie du Travail, 1 franc).

La Peste Brune a passé par là, par Daniel GUERIN.
(Librairie du Travail, 3 francs).